

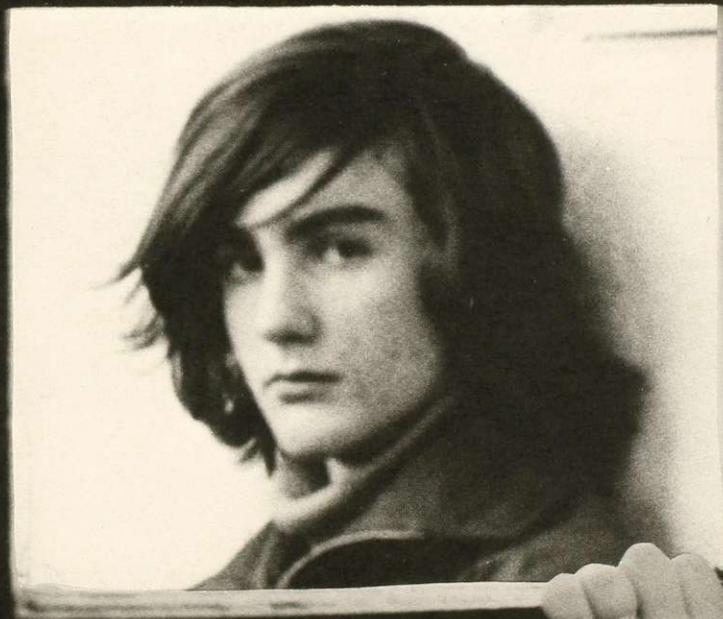
75¢

MARS 74

le travail

Le magazine du monde ordinaire publié par la CSN

**COMMENÇONS
PAR LIBÉRER
NOS ENFANTS**



Le pétrole

Joliette en crise

**Yolande Tanguay,
femme de mineur**



En général, les gens ont très bien accueilli le magazine: ses objectifs, le public auquel il s'adresse et sa conception générale qui vise plus à poser des problèmes qu'à donner des solutions toutes faites.

Y'é grand temps que l'gars ben ordinaire soit représenté, que ce qu'il a à dire soit finalement publié pour que l'administration, quelle qu'elle soit, sache qu'on est conscients qu'on se fait fourrer plus souvent qu'autrement, mais qu'on est quand même pognés dans l'criss de système, pi tant qu'on s'ra des trous de culs, tout ce qu'on aura en s'ouvrant la gueule, c'est d'la marde à se mettre dedans.

Un fonctionnaire de Montréal

C'est un journal qui présente des problèmes compliqués mais de façon à pouvoir intéresser les gens moyens. Le style d'écriture est facile, accessible à tous. C'est un document intéressant.

Un syndiqué de Fry-Cadbury

Le Travail a tendance à être trop négatif vis-à-vis du gouvernement. Etes-vous capables de voir du positif de temps à autre? Que feriez-vous si vous étiez à la place du gouvernement?

Syndicat du service social de Nicolet

C'est une revue intéressante parce que les articles sont courts, vivants. Elle fournit beaucoup d'exemples à l'appui des avancés, chiffres et statistiques qui démontrent bien la situation qui prévaut actuellement au Québec et ailleurs. Ça intéresse tous les travailleurs.

Un groupe de syndiqués

C'est un journal assez fanatique. Trop à mon avis. Le gouvernement a ses défauts, les syndicats aussi.

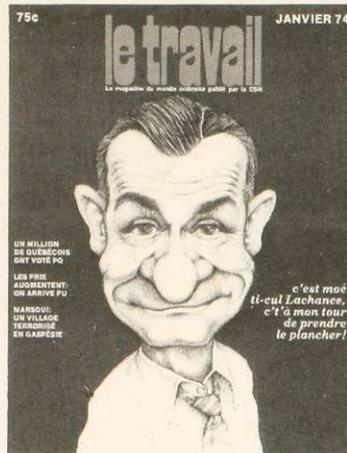
Syndiqué du service social de Richelieu

C'est la première revue syndicale qui m'accroche autant. Elle cherche à désintellectualiser pour donner place à des faits concrets et précis. Je trouve que c'est une forme de sensibilisation meilleure que n'importe quelle grande théorie. C'est une revue adaptée à tout le monde. On se sent moins seuls aussi.

Syndiqué du Centre d'Accueil N-D du Perpétuel Secours

Un certain nombre de lecteurs ont reproché au magazine d'être trop favorable au P.Q. Pourtant les avis sont très partagés à ce sujet et varient grandement selon les régions. Par exemple Montréal a très bien

OUI, MAIS...



Grâce à la structure d'information que la CSN est en train de mettre sur pied, plusieurs personnes nous ont fait parvenir leurs commentaires sur le premier numéro. C'est très intéressant et très important pour nous, on souhaiterait que plus de gens encore nous donnent leurs impressions.

On s'est rendu compte qu'on s'adressait à un public très varié, parce que tous les articles ont été cités comme étant le plus intéressant du magazine.

Les trois reportages mentionnés le plus souvent sont: la hausse des prix, le Portrait d'un travailleur et le conflit à Marsoui.

Les trois principales critiques portent sur le joul, l'article sur le PQ et la lourdeur du magazine.

Dans la mesure du possible, on a essayé de tenir compte de ces remarques dans ce numéro ci. Notons aussi que chacun des commentaires publiés ici représente des dizaines de réactions du même genre.

accueilli l'article. De toute façon le reportage ne se voulait pas un appui au P.Q., mais plutôt un portrait du monde qui veut un changement au Québec.

Il est urgent que la CSN explique de façon claire et détaillée dans Le Travail pourquoi elle fait de l'action politique car la grande majorité des membres ne comprennent rien là dedans et ça nuit beaucoup aux efforts des militants.

Deux officiers du Conseil Central de Drummondville

Vis-à-vis des membres, on y va trop raide sur le plan politique. On favorise trop le PQ. Il faut aller plus tranquillement et il faut mieux expliquer les choses.

Officier du Conseil Central de Sorel

Le reportage "Un million de Québécois", c'est clair, complet, instructif. Mais le monde est encore trop bien pour élire un parti qui va peut-être être bon.

Syndiqué de Granby

Le contenu a une forte tendance politique que je n'accepte pas. Le rôle du syndicat, c'est de nous protéger, de négocier de meilleures conventions collectives pour tout le monde. Si vous voulez le pouvoir, fondez un parti et faites vous élire par les voies démocratiques. De grâce, ne vous servez pas des gens qui ont confiance au syndicalisme pur.

Syndiqué de Québec

Le joul soulève les passions. C'est le moins qu'on puisse dire. Toute la gamme des qualificatifs y passe: "on a assez d'Yvon Deschamps pour nous rappeler ce que l'on est"; "on nous baisse au lieu de nous remonter"; "c'est non-seulement ridicule mais offensant pour les travailleurs"; "les ouvriers ne sont pas si bêtes que ça"; Pour les besoins du magazine, la remarque qui nous a le plus frappé est la suivante; "le joul on le parle mais c'est difficile à lire".

Voici les deux réactions extrêmes qui nous sont parvenues et qui résument assez bien l'éventail des opinions sur le joul.

Le syndicat proteste vigoureusement contre le style populacier, insultant pour l'intelligence des lecteurs. Il ne peut admettre la solution en bas de la ceinture que les rédacteurs ont choisie. Il leur demande de trouver, entre leur joul inacceptable et le style grandiloquent de jadis, un ton simple mais correct, propre à la transmission de l'information.

Syndicat des journalistes de La Presse

Je trouve formidable le ton employé pour vous adresser aux lecteurs. On y sent une chaude familiarité. J'apprécie cette absence de muraille intellectuelle qui sépare si souvent, dans certains quotidiens et magazines, le simple lecteur du journaliste intellectuel dont le message n'est capté que par les petits bourgeois intellectuels. Bravo pour la langue.

Syndiqué de St-Jean

le travail

**C'EST PAS
CE QU'ON DIT
QUI EST
IMPORTANT
C'EST
CE QUE VOUS EN
PENSEZ**



CSN

DÉTACHER ET REMETTRE À VOTRE RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Quel est le reportage que vous avez le plus aimé? Pourquoi?

Quels sont les principaux problèmes qui intéressent ceux qui travaillent avec vous?

Commentaires personnels sur LE TRAVAIL

Nom du syndicat _____

VOICI
LE NUMERO

2

DU
TRAVAIL.

Nous espérons qu'il sera encore plus le magazine du monde ordinaire que le premier.

L'accueil fait au premier numéro a dépassé les espérances et les commentaires exprimés nous ont permis de préciser encore davantage la formule.

Et ce n'est pas fini, car nous comptons bien continuer cette recherche à la mesure de nos moyens.

le travail

VOLUME 50
NUMERO 2

le magazine du monde ordinaire
publié par la CSN à 30,000 exemplaires
produit par le service d'information de
la CSN

1001, St-Denis, Montréal,
(514) 842-3181, poste 408

Direction: **Guy Ferland**

Rédaction: **Roméo Bouchard,**
Jean Labrecque, Jacques Gauthier,
Jacques Lagacé, Michel Rioux.

Conception graphique: **Jean Gladu**

Photographie: **Michel Giroux,**

Guy Turcot

Distribution: **Paul Cliche**

Imprimé à Journal Offset,

254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

Cette fois-ci

LE PROBLEME DU MOIS

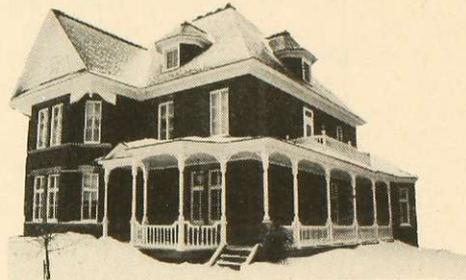
(Page 12)

traite du **pétrole**, une question compliquée sur laquelle il n'est pas facile de savoir qui dit vrai.

LE DOSSIER DU MOIS

(Page 4)

aborde su sujet ambitieux
le sort que nous faisons aux enfants.
C'est très dérangeant. Nous avons surtout tenté de poser les questions.



LE CONFLIT DU MOIS

(Page 17)

nous transporte à **Joliette**,
petite ville secouée par les conflits lourds
de conséquences de Gypsum et Firestone.



LE PORTRAIT D'UN TRAVAILLEUR

(Page 32)

présente une femme de mineur de Thedford,
Yolande Tanguay, qui incarne de façon remarquable
ce que beaucoup de femmes de travailleurs vivent.

Notre chronique d'**ACTUALITE** se présente
dans un habit temporaire

La chronique **NOUS AUTRES C'EST CA QU'ON FAIT**
présente de façon plus élaborée
la région d'Abitibi-Témiscamingue.

La chronique **QUEBECOIS PURE LAINE**
s'attarde sur le Carnaval de Québec,
avec une certaine nostalgie.

Notre **CARCAJOU DU MOIS**, c'est le ministre Cloutier
qui prépare une politique
de la langue qui, malgré ses dires, n'ira sûrement pas très loin
si elle se dirige tout juste vers la priorité du français.

Nous traitons aussi du problème de l'accréditation syndicale
au Pavillon St-Dominique
et à Shellcast dans **C'EST COMME CA QUE CA MARCHE**
et des travailleurs baffoués du raisin de Californie dans
ON N'EST PAS TOUT SEULS.

EN GREVE et **MEMO** fournissent des informations rapides
sur les conflits et les actualités syndicales
que l'espace ne nous permet pas de traiter plus en détail.

en attendant

que la chronique d'actualité redevienne normale

EN ATTENDANT...

Au Québec en 1974, on s'ennuie de Duplessis

Prenons comme exemples la Canadian Gypsum et la United Aircraft, deux bonnes compagnies américaines établies au Québec, utilisant des travailleurs québécois et recevant sans doute des subventions québécoises ou canadiennes. Deux compagnies comme des centaines d'autres. Probable que lorsqu'elles sont venues au Québec, elles étaient épatées par les travailleurs: leurs qualités, leur quantité, leur bon marché et leur docilité. "Extraordinaire! On s'installe."

Des grèves et des scabs

Mais les temps changent. Et les travailleurs de la Canadian Gypsum de Joliette et de Montréal sont en grève. Et ceux de la United Aircraft aussi. Des grèves sérieuses. Les compagnies ne comprennent plus trop, où plutôt elles comprennent trop. Bien américaines et capitalistes, elles savent s'adapter: "Autres temps, autres moeurs."

Cela donne ce que nous connaissons.

A la Canadian Gypsum de Montréal, il y a des scabs qui continuent la production.

A la Canadian Gypsum de Joliette, il y a des scabs qui continuent la production.

A la United Aircraft de Longueuil, il y a des scabs qui continuent la production.

Une même idée dans la tête des dirigeants de ces trois usines. Celle de casser le syndicat, celle d'enlever aux travailleurs tout droit de se défendre.

A la manière de la Canadian Gypsum

Et avec la permission de qui, croyez-vous, ces com-

panies agissent-elles ainsi? Les juges et la police. Injonction et matraques.

Il y a bien Joliette où la police a refusé à un moment donné de protéger les scabs. Mais il y a trois juges qui veillaient et qui ont émis une injonction contre les grévistes. Des juges de la Cour d'appel. Une petite injonction: les grévistes n'ont plus le droit de faire du piquetage à moins de 1,000 pieds de l'usine. Autrement dit, les grévistes ne peuvent empêcher les scabs de passer.

"Tout homme peut gagner sa vie par des moyens légaux, même s'il choisit de travailler pour un employeur dont certains employés sont en grève", qu'ils ont dit, des juges.

La compagnie Canadian Gypsum, éblouie par la compréhension des trois juges, a tout de suite intenté une action de \$1,500,000 contre la CSN et le syndicat pour dommages et pertes de profits. Laquelle action a été déposée devant un juge, évidemment. Si ça a marché avec trois, avec un, asteur!

A la manière de la United Aircraft

A la United Aircraft, c'est

pareil. L'injonction, chez eux, ne parle pas de 1,000 pieds parce que les gars se retrouveraient dans le fleuve, mais elle limite le nombre des piqueteurs à trois. Trois sur 2,600 grévistes. Ça revient au même.

Après ça, il y en a qui disent: "C'est terrible, il y a de la violence." Comme si la normale serait que les gars se laissent écraser tranquillement. "Mais voyons donc! s'il y a du monde qui veut travailler pendant que d'autres veulent être en grève, c'est leur droit." Ca c'est la nouvelle philosophie.

Les compagnies ont appris ça dans les pays où les syndicats n'existent pas, où elles peuvent remplacer n'importe qui par n'importe qui. Y a qu'à voir l'annonce qu'a publié United Aircraft dans les journaux. Ca s'intitule: **DES EMPLOIS SONT EN JEU.** Les "emplois, ça, c'est une idée à Desrochers que Bourassa a développée et qui fait son succès boeuf. Dans cette annonce, la compagnie parle des 5,300 emplois, de sa nécessité de continuer à produire pour satisfaire ses clients, de la désobéissance civile dont feraient preuve les grévistes.

La loi anti-scab

Evidemment, il y en a qui pensent que ce n'est qu'une mauvaise période à passer, que le projet de loi anti-scabs de Cournoyer va rétablir les faits, va mater les compagnies.

Y a qu'à regarder ce qu'on sait sur ce projet à l'heu-

re actuelle pour se faire une idée. Qu'est-ce que ça dit?

1- Il faut que 66% de la totalité des syndiqués d'une usine votent pour la grève lors d'un vote secret contrôlé par les inspecteurs du ministère du travail. Comme si le gouvernement allait se mettre le nez dans les conseils d'administration des compagnies.

2- Avant la grève, la compagnie peut engager des surnuméraires dans le but de leur faire continuer la production quand la grève sera déclarée. Autrement dit, la compagnie peut faire entraîner des scabs par les employés réguliers, avant le déclenchement de la grève.

3- Pendant la grève, il est interdit aux grévistes de se trouver un emploi temporaire ailleurs, une jobine pour leur permettre d'arriver. Ils sont condamnés à faire la grève de la faim. Mais il n'est pas interdit à la compagnie de continuer sa production dans d'autres usines qui lui appartiennent, ou encore de passer des ententes avec ses concurrents.

Comme on le voit, les compagnies jouent "safe" des deux bords: si la loi anti-scabs n'est pas adoptée ça fait leur affaire, et si elle est adoptée ça fait encore leur affaire parce que ça rend l'engagement de scabs moins risqué en les faisant entraîner par les employés réguliers avant le déclenchement de la grève.

Une enquête sur l'incendie du métro

Depuis deux ans, il y a eu deux incendies graves dans le métro de Montréal: le second en pleine heure de pointe alors que les wagons étaient bondés. Il n'y a pas eu de morts, mais c'est une chance: il aurait suffi d'un peu de panique pour que ce soit la catastrophe.

Selon un rapport du syndicat des employés des services d'entretien (CSN), le métro de Montréal, c'est une bombe et la sécurité y est nulle. Ils ont des faits pour le prouver et ils entendent le faire le 25 février devant la commission d'enquête que le gouvernement a instituée sur l'accident du 23 janvier... s'ils ont la permission de comparaître.

Boycottons le code postal

Le conseil du travail de Montréal (FTQ) demande au monde de ne pas utiliser leur nouveau code postal parce que l'utilisation de ce code mécanise le travail de 2,000 trieurs de courrier qui seront ainsi mis-à-pied.

Connais-tu ton nouveau code postal?

Non.

C'est tant mieux comme ça.

Des terres, pas d'argent

Les 12,000 Indiens et Esquimaux du nord du Québec, et principalement de la Baie James ont refusé la proposition de \$100,000,000 que le gouvernement de Bourassa leur a faite.

\$100,000,000, comme l'ont dit les représentants des Indiens et des Esquimaux, ça semble beaucoup, mais quand on divise par 12,000 ça fait beaucoup moins. Et d'ailleurs, ce n'est pas d'argent qu'ils veulent parler, mais de leurs terres qu'ils ne sont pas prêts à laisser aller.

Ce qu'ils doivent commencer à comprendre, c'est qu'il est difficile de parler d'autre chose que d'argent avec Bourassa: quand il ouvre la bouche, il en sort automatiquement des chiffres.

Beau temps pour parler d'impôt

Bourassa a sorti son artillerie. Pour qui? Pour Marcel Pepin, qu'il a accusé de se liguier avec les gros riches "de droite", qu'il a dit, pour demander que l'impôt soit indexé sur l'augmentation du coût de la vie. Selon Bourassa, une telle mesure ne profiterait pas aux petits travailleurs, donc il ne voit pas pourquoi Pepin se lamente.

Or selon Raymond Garneau, le ministre québécois des finances, l'inflation a engraisé le gouvernement du Québec de \$52 à \$55 millions, laquelle somme il perdrait s'il indexait l'impôt de 6.6% comme l'ont fait le gouvernement fédéral et les 9 autres provinces du Canada.

Et contrairement à ce qu'affirme Bourassa, en indexant l'impôt, il en coûterait de 8% à 20% moins cher pour les travailleurs qui gagnent de \$6,000 à \$10,000 par année, selon qu'ils sont célibataires ou non.

Si vous voulez savoir combien vous épargneriez si l'impôt était indexé, vous n'avez qu'à augmenter vos exemptions de 6.6% (exemple:

l'exemption de base deviendrait \$1599 au lieu de \$1500).

Cré Bourassa.

Drapeau

Les élections municipales s'en viennent à Montréal. Ce sera le 10 novembre prochain. La grosse question: qu'est-ce qu'on va faire avec Drapeau? Drapeau-les-taudis, Drapeau-l'expo, Drapeau-les-transport-en-commun, Drapeau-le-tueur-d'arbres, Drapeau-ville-fermée pour le monde qui vit dedans. Bien organisée pour les touristes, mais pas pour les Montréalais.

Les organismes montréalais des trois centrales syndicales se sont réunis et se sont posés la question à partir d'un manifeste: "Une ville pour nous". Et au cours des prochains mois, durant 10 samedi de suite, les militants des trois centrales vont se réunir pour dégager les grandes lignes d'un programme. Il y aura aussi un travail de fait au niveau des quartiers.

De sorte qu'en avril, il y aura une rencontre où le programme sera étudié. Ensuite un congrès décidera sous quelle forme on s'engage dans la lutte électorale: mouvement, parti, etc.? Pour le moment, il s'agit de mobiliser les travailleurs de Montréal sur la chose municipale. Comme les instances montréalaises du parti québécois et d'autres groupes semblent vouloir aussi s'engager dans cette lutte contre Drapeau, c'est un sujet dont on entendra sûrement beaucoup parler. Pour le moment, il n'y a pas de liens directs entre tous ces mouvements.



Le personnage de Ti-Cul Lachance qui commentait l'actualité dans le dernier numéro du Travail, était emprunté de la chanson de Gilles Vigneault intitulée "Lettre de monsieur identique Lachance à son premier sous-ministre". Les paroles de cette chanson, qui accompagnaient les commentaires de Ti-Cul Lachance, étaient tirées du recueil de poèmes "Les neuf couplets", de Gilles Vigneault, publié aux Nouvelles éditions de l'arc. Le Travail avait omis d'indiquer ces précisions dans le dernier numéro.

A cause des normes courantes d'éthique professionnelle, la chronique des événements ne sera plus attribuée à Ti-Cul Lachance. Cette chronique, dont le but est de donner le point de vue du monde ordinaire sur les événements, est un peu écourtée ce mois-ci, mais elle reprendra toute sa place dans le prochain numéro.

le dossier du mois

COMMENÇONS PAR LIBÉRER NOS ENFANTS

Si le degré d'évolution d'une société s'évalue par le sort qu'elle réserve à ses enfants, on peut se poser de sérieuses questions sur l'évolution du Québec.

Si les enfants pouvaient exprimer tout ce qu'ils ont sur le coeur, ils nous enverraient probablement promener. S'ils étaient organisés, le monde des adultes serait sérieusement menacé.

Si l'on continue à détraquer nos enfants, on va se réveiller avec des drôles de surprises dans quelques années. Il est peut-être temps qu'on s'en occupe.



Au Québec, il y a 2.5 millions de jeunes de moins de 20 ans, c'est-à-dire plus de 40% de la population. Pourtant, à peu près rien dans notre société n'est pensé en fonction de leur développement, de leurs intérêts d'enfants et d'adolescents. On organise leur vie sur le modèle des adultes qui est un modèle de société de plus en plus répressif.

Dès l'âge de 6 mois, des bébés sont en dépression, ils refusent de parler ou de manger. Inconsciemment, presque par instinct, ils tentent de se suicider à cause des conditions sociales ou du climat affectif qui règne dans la famille. On rapporte même plusieurs cas d'enfants de 8 et 9 ans qui se retrouvent en psychiatrie.

Dans la région de Montréal, il y a plus de 7,000 enfants qui vivent dans des foyers nourriciers. De ce nombre, 50% (3500) y sont en vertu de l'article 15 du code du bien-être, c'est-à-dire à cause des mauvais traitements que leur infligeaient leurs parents.

La famille éclate de partout et les enfants sont les premiers à en souffrir. En 1973, on a enregistré 11,043 divorces et 1,338 séparations légales pour le district judiciaire de Montréal.

De plus en plus d'enfants naissent hors-mariage. En 1960, on enregistrerait 4,902 naissances d'"enfants illégitimes". En 1971, ce chiffre passait à 7,087, soit 8% des naissances. A cela s'ajoute à chaque année des milliers d'enfants nés d'unions libres et qui ne sont jamais déclarés.

Les enfants sont aussi directement touchés par les revenus de leurs parents. Dans notre société, le développement des enfants est intimement relié à l'argent, de même que la délinquance juvénile. Le salaire moyen de la famille québécoise est de \$9,260 par année.

Plus de 25% des familles gagnent moins de \$5,000. C'est pas sur-

prenant que le monde fasse moins d'enfants. En 1960, il y avait 20 naissances par 1000 habitants. En 1971, il n'y en avait plus que 8. C'est pas surprenant non plus qu'en 1973 on a enregistré 4823 nouveaux cas de délinquance juvénile.

Les enfants posent aussi le problème de l'avortement. En 1973, on a pratiqué 4,003 avortements légaux dans les hôpitaux du Québec. Cependant dix médecins de Montréal affirment en avoir pratiqué 15,000 en 1973. Au moins une grossesse sur trois se termine par un avortement.

Et lorsque les enfants naissent, il y a le problème de leur éducation. Ce qui se passe dans les écoles secondaires, ces blocs de béton où l'on entasse de 2,000 à 4,000 étudiants, nous semble particulièrement alarmant: des filles de 13 et 14 ans qui font de la prostitution; le vandalisme comme moyen d'expression et la drogue comme moyen d'évasion.



Ca marche pu pantoute. Pour tous les problèmes dont on vient de parler, il n'y a même pas un début de solution. Chaque fois pourtant il s'agit de problèmes qui touchent directement la vie et l'avenir des enfants, l'avenir du couple et le rôle de la femme dans la société.

Nous autres, on a décidé d'aller voir ce qui se passait dans les garderies, comment les enfants s'exprimaient et s'organisaient entre eux. A l'autre extrémité, on s'est rendu dans une école secondaire où les étudiants étouffent littéralement. Finalement, on a fait appel à des gens qui travaillent avec des jeunes pour voir s'il n'y avait pas un début de solution.

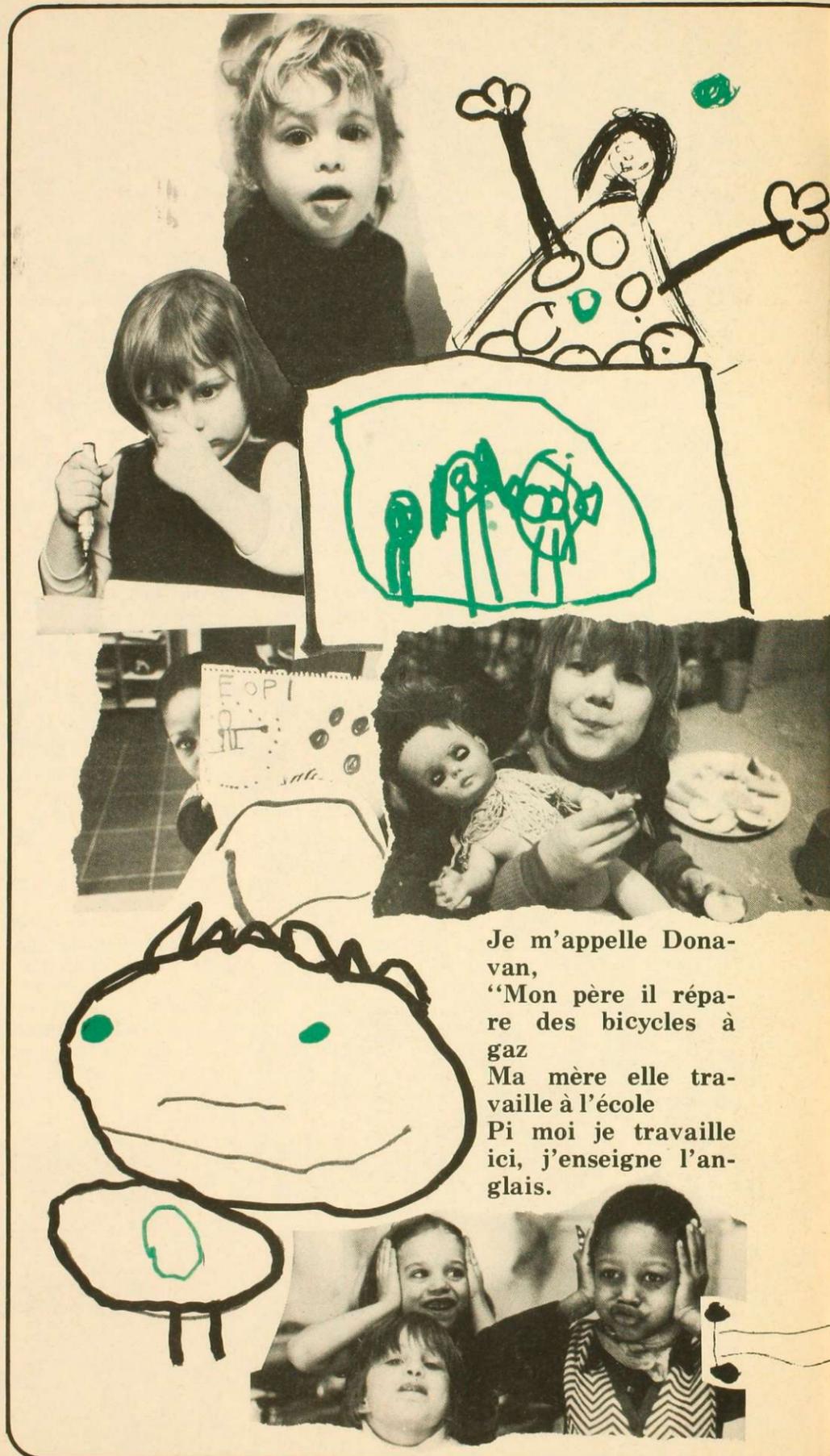
Les garderies c'est pas un luxe

La garderie où nous sommes allés accueille 21 enfants. Elle est ouverte du lundi au vendredi de 8 hres. du matin à 6 hres. du soir. Il en coûte aux parents \$5 par semaine pour placer leur enfant. Le dîner est compris et les enfants apportent leur collation.

La plupart des garderies populaires (une soixantaine) sont subventionnées par des projets d'initiatives locales. Les subventions sont renouvelables à tous les 6 mois ce qui cause de nombreux problèmes, entre autres les menaces constantes de fermeture. Il en coûte environ \$35,000 par 6 mois pour opérer une garderie.

Les garderies sont loin d'être un luxe. Les listes d'attente sont impressionnantes: au moins 45 pour la garderie visitée. La plupart des enfants sont des enfants de mères célibataires, de mères qui travaillent ou de couples non-mariés. De plus les garderies permettent aux enfants de s'organiser eux-mêmes, de devenir plus autonomes, de se faire des amis plutôt que de rester isolés dans un appartement trop petit.

Les garderies sont un besoin essentiel autant pour les femmes que pour les enfants. Pourtant ça ne fait pas partie des priorités du gouvernement.



Je m'appelle Donovan,
 "Mon père il répare des bicycles à gaz
 Ma mère elle travaille à l'école
 Pi moi je travaille ici, j'enseigne l'anglais."



Papa + maman
 + chien +
 l'autre chien
 dans la maison

"Mathieu c'est mon meilleur ami. Chez nous j'ai personne pour jouer."

Les polyvalentes c'est pas un cadeau

"Y a peut-être des micros dans la salle". C'est par ces paroles surprenantes qu'a commencé notre rencontre avec les étudiants de la régionale Deux-Montagnes. Ça en dit long sur l'atmosphère qui règne dans l'école.

Ce qui frappe le plus en arrivant, c'est la froideur et l'immensité des lieux. C'est les planchers, les escaliers, les plafonds en béton. C'est les murs de brique. C'est la longueur des corridors qui n'en finissent plus. C'est l'air déprimé, perdu de plusieurs étudiants. Tout semble chaotique, impersonnel. On se croirait dans le métro à 5 heures.

A Deux-Montagnes, ils sont 4,500 entassés dans les salles de cours, dans la cafétéria, dans les corridors, au fumeur, à se demander ce qu'ils font là, à attendre que quelque chose arrive. Les 280 professeurs ne savent plus où donner de la tête. La grande majorité des étudiants ne veut plus rien savoir. Tous ceux que l'on a rencontrés sont écoeurés, très déçus, mais ils en ont long à dire sur la direction et les professeurs.

"Icitte les menaces r'voient de partout. Moi y m'ont dit de faire moins de social si je voulais pas être mis dehors. Du moment qu'y a un peu de contestation, ils font venir les autobus puis ils ferment l'école."



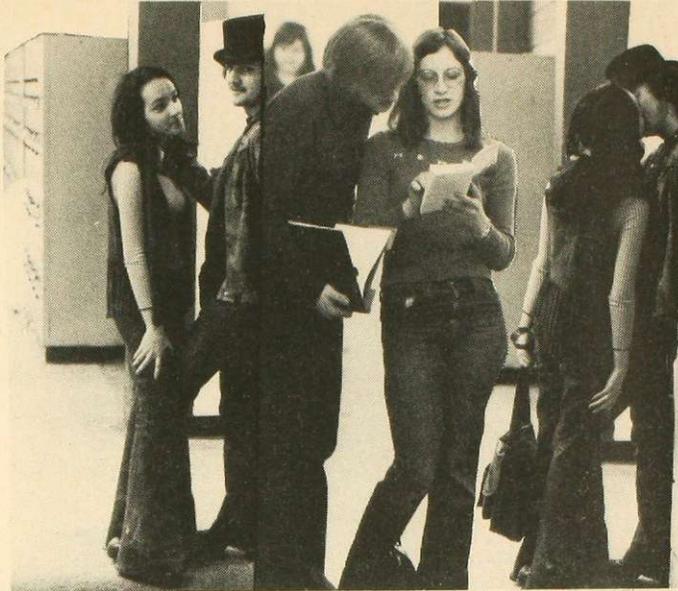
"Les profs subissent le même écoeurément que nous autres. Un prof c'est comme une fleur, si tu le mets au soleil il va pousser. Si tu le mets à la noirceur il va mourir."

"Le directeur des étudiants a déjà dit: quand on voit 2 filles se battre, on les laisse se battre pi après on ramasse les morceaux à la pelle".

"Les parents y savent pas la mardo qui se passe ici. Y savent pas où donner de la tête. Mais une fois qu'y ont compris ce qu'on endure, y nous achalent pu."



"Les profs sont obligés de jouer au flic en rapportant les présences à chaque jour."



"Nous autres on compte pas pantoute. Pour eux l'étudiant est un incompetent. Il faut rien lui confier. Y a même un prof qui a traité ses étudiants de trous de cul. Si on fait jamais de gaffes on n'apprendra jamais rien".

"Quand on sort d'ici, on n'a pu rien à se dire. On va se saouler, on prend des aspirines, on "défreak". On n'est pas capable de parler d'autre chose que de l'école. L'école nous reste toujours accrochée après le cou."

"La nourriture est pas mangeable. On trouve des mouches, des araignées rouges dans les plats. Pour moi la soupe vient directement des égouts. Pi on parlera même pas des conditions sanitaires dans les toilettes."



"Sur 4,000 étudiants, y en a 600 qui ont été mis dehors pi au moins 200 qui ont lâché depuis septembre. La moitié de ceux qui reste vont couler."

"La direction veut rien savoir des étudiants pi des profs. Les profs y veulent rien savoir de la direction pi des étudiants. Les étudiants veulent rien savoir de la direction pi des profs. C'est pas vivable."

"C'est quoi des cours. Y a-t-y des cours icitte. C'est plein d'incompétents protégés par le syndicat."

"L'an passé on avait l'escouade anti-foxeurs de cours. Cette année on a l'escouade anti-dope. Y ont des escouades pour toute. Les matrones pi les gardes nous surveillent tout le temps pi y font des rapports à la direction. C'est une prison."

"On a même des SS icitte, des SS étudiants qui sont payés par la direction pour "stooler" sur les autres."

Des solutions, ça s'invente

C'est pas en augmentant les allocations familiales de \$10 ou \$20 par mois que l'on va solutionner le problème de la dénatalité au Québec, pas plus que le problème des familles pauvres ou des enfants maltraités.

C'est pas en diminuant l'accès à l'avortement ou en mettant en prison les médecins qui les pratiquent que les femmes vont mettre au monde des enfants qu'elles désirent.

C'est pas en construisant des écoles-prisons que l'on va créer une société libérée.

La seule façon de s'en sortir, c'est d'accepter que tous les enfants ont des droits en naissant, c'est d'accepter qu'ils représentent pour la société un bien et un besoin collectifs. Finalement, c'est reconnaître que tous les enfants, quelque soit le revenu de leurs parents, ont le droit de se développer.

Concrètement, ça veut dire l'accessibilité à la contraception. Ça veut dire la mise sur pied d'équipements collectifs et une plus grande prise en charge des enfants par la société pour permettre à la femme et au couple de se libérer: par exemple la mise sur pied d'un système complet de garderies, de camps de vacances, de services ménagers, etc. Ça veut dire la construction d'écoles plus petites et plus humaines. Ça veut dire la réorganisation complète de la vie dans nos villes. Finalement, ça veut dire un autre type de société.

Pourquoi les parents devraient-ils assumer seuls pendant 20 ans l'éducation de leurs enfants, leur prise en charge?

Pourquoi les enfants doivent-ils rester dans une situation de dépendance face à leurs parents tout ce temps-là?

En fait, là comme ailleurs, tout reste à inventer.



CÉLINE GAUTHIER
Garderie de l'Épée

"Le problème des enfants, c'est aussi un problème d'espace. Avant le monde vivait à la campagne, il y avait de la place. Les familles étaient beaucoup plus grosses. La femme et les enfants se sentaient beaucoup plus en sécurité".

"Aujourd'hui les villes sont faites pour l'automobile, pour les compagnies. Les logements sont petits, il n'y a à peu près pas d'espaces verts et les loisirs ne sont pas organisés. Dans les maisons, il n'y a à peu près jamais d'espace réservé aux enfants où ils peuvent jouer en paix. Les femmes et les enfants se sentent de plus en plus isolés".



ANDRÉ FRAPPIER
Ecole libre de St-Mathias

"On ne considère pas les enfants pour ce qu'ils sont, mais plutôt comme des "graines d'adultes". On les élève comme s'ils étaient déjà des adultes. On ne fait jamais appel à leurs capacités d'invention et d'imagination. D'ailleurs, le

Mouvement pour la démocratisation scolaire — Colloque sur l'école et les milieux populaires

"L'école véhicule des valeurs étrangères au milieu de l'enfant. Elle est nettement répressive, elle est fondée sur un redoutable système de punitions, de compétition personnelle qui nie tout progrès collectif".

"Le désintérêt des enfants pour l'école est généralisé. Principalement parce que l'école est un monde clos qui ne tient pas compte des problèmes sociaux et économiques des enfants".

"L'école c'est ben plate, c'est ennuyant à mort."

"Mon père je le connais pas. Pour moi il est mort. Pi ma mère je suis pas sûre que c'est ma mère. Pour moi je suis adoptée."



passage de la maternelle à la première année est souvent traumatisant. On fait passer les enfants du monde de l'imagination à celui de la discipline et de l'ennui".

"La famille et l'école sont deux institutions qui servent au dressage et au mâtage des enfants. On les élève pour qu'ils deviennent rentables dans notre société et on n'hésite pas à utiliser la force physique et les arguments d'autorité pour y arriver".



CLAIRE BRASSARD

Centre de la femme

“Les femmes sont tannées de jouer aux bonnes, de rester au foyer, de faire la vaisselle, le lavage et de s’occuper seules de l’éducation des enfants. C’est pas parce qu’on met des enfants au monde qu’on doit s’arrêter de vivre et d’évoluer.”

“Pendant des années au Québec, les enfants sont nés par hasard. Aujourd’hui, les méthodes de contraception et l’avortement devraient permettre aux femmes de choisir librement leurs maternités. Ça résoudrait aussi beaucoup de problèmes au niveau des enfants: ça ferait des enfants voulus et désirés par les parents.”



MICHÈLE SIMARD

Professeur de 5e année à St-Henri (aire ouverte)

“Je peux dire que le programme renouveau dans les quartiers défavorisés, c’est un échec. Mes élèves sont complètement perdus, ils sont incapables d’écouter ou de se concentrer. Les programmes et les méthodes changent sans arrêt. Ces enfants sont de véritables cobayes du système scolaire.”

“A St-Henri, l’école ne fait que perpétuer et augmenter les problèmes du quartier, de la famille et de l’environnement.”



LÉO DESJARDINS

Professeur à la polyvalente Deux-Montagnes

“Les enfants sont poignés exactement comme les adultes. On est tous prisonniers de la vie. On est tous angoissés face à l’évolution de la société. Le monde ne se parle plus. On se dit c’est plate, je m’ennuie, qu’est-ce que je vais faire?”

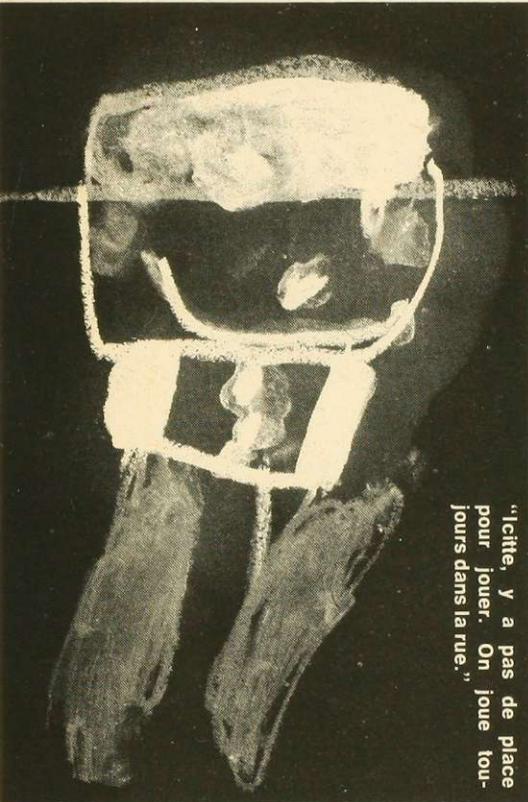


ELISABETH MARTIN

Animatrice à Ste-Justine

“Chaque semaine je reçois des enfants avec des bras cassés ou des crânes fracturés. C’est des enfants qui ont été maltraités par leurs parents.”

Pour moi c’est clair que les conditions matérielles dans lesquelles vivent les enfants, c’est ce qu’il y a de plus important dans leur développement.”



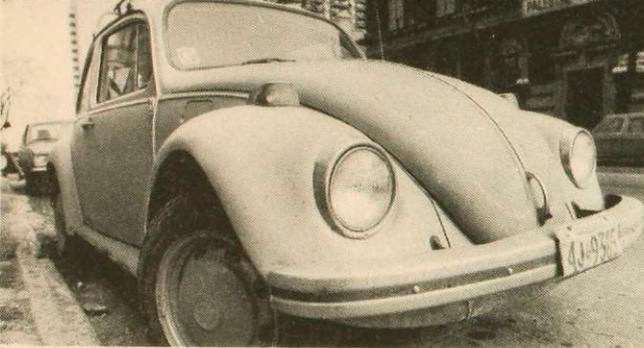
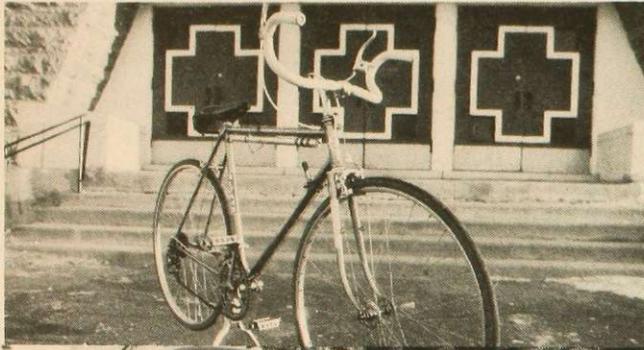
“Icette, y a pas de place pour jouer. On joue tous les jours dans la rue.”



HELENE PEPIN

“Les adultes pensent que les enfants ne peuvent pas s’organiser eux-mêmes. On pense qu’on a beaucoup d’influence sur eux, mais dans le fond, ils font bien ce qu’ils veulent”.

Le pétrole: crois et paye!



Il a suffi que les pays arabes, coincés par la guerre, décident de mettre un frein au siphonnage de leur pétrole à bon marché pour que la folie du pétrole apparaisse et se déchaîne, éclaboussant tout sur son passage.

Folie d'avoir fait du pétrole, via l'automobile, la base de notre mode de vie.

Folie d'avoir laissé l'entière liberté de l'utilisation de cette ressource non-renouvelable à des compagnies dont il était normal de s'attendre qu'elles allaient en tirer le maximum de profit et de pourvoir, sans se soucier du gaspillage et de l'épuisement des réserves.

Folie des prix gonflés, des profits doublés, des pénuries provoquées, des demi-vérités savamment orchestrées pour créer une psychose et une confusion qui a ouvert la porte à une débâcle générale des prix dans tous les domaines.

— des rationnements dans la plupart des pays de l'Europe de l'ouest et aux Etats-Unis;

— le coût du gallon d'essence régulière au Québec, de décembre 72 à décembre 73, est passé de 46 cents à 65 cents dans la région de Montréal, soit une augmentation de 40%, et l'huile à chauffage (gros réservoir) de 23 cents à 33.6 cents, soit une augmentation de 47%;

— les profits des trois plus grosses compagnies (Exxon, Mobil, Texaco) en 1973, ont augmenté respectivement de 60%, 47% (68% les 3 derniers mois) et 45% (70% les 3 derniers mois), principalement à l'extérieur des Etats-Unis: Gulf: 150% ces derniers 3 mois.

— la hausse des prix et la rareté de pétrole entraînent des hausses de prix, des raretés et des mises à pied dans plusieurs autres secteurs; diminution des ventes d'auto de l'ordre de 30% en Europe, plus de 50,000 mises à pied dans l'industrie de l'automobile aux Etats-Unis, 30,000 mises à pied dans le transport aérien aux Etats-Unis, hausse des prix du logement d'environ 20%, accélération des hausses de prix dans l'alimentation, perturbations importan-

tes dans les textiles, les matières plastiques, la construction, etc.:

— le Canada, bâtard comme toujours, craint la pénurie, subit les hausses de prix du pétrole, produit, importe et exporte du pétrole (1 million de barils par jour aux Etats-Unis). Allez donc comprendre!...;

— les réserves de pétrole diminuent rapidement et seront de plus en plus coûteuses à exploiter (50 milliards pour les sables d'Arthabaska). Les spécialistes du Club de Rome prévoient l'épuisement d'ici 20 ans, au rythme actuel. Et il faut 50 millions d'années pour que se forme du pétrole dans le sous-sol;

— certains ne prennent pas de chance: on se débarrasse des grosses minounes, on achète des petites autos, des poêles à bois, des chaufferettes

Qui faut-il croire? Chacun y va de ses explications. Pour permettre à chacun de mieux se situer, nous présentons ici quatre opinions typiques que l'on retrouve à des milliers d'exemplaires.

Moi je crois que c'est un problème d'approvisionnement.

Notre société ne peut se permettre de manquer de pétrole: notre croissance et notre standard de vie en dépendent. Personne n'accepterait de revenir en arrière, même pas les rêveurs qui prônent l'abondance de l'automobile pour les transports en commun, le recyclage de l'industrie et le démantèlement des vil-

L'essentiel pour nous est de nous préserver de la pénurie et de s'assurer que notre pays soit le plus possible indépendant dans ses approvisionnements. A ce

point de vue, le Canada est assez bien placé. L'est du pays dépend encore du pétrole étranger (50% Moyen-Orient et Afrique). Mais nous en avons suffisamment en Alberta pour tout le pays: il s'agit de s'organiser pour le distribuer. Mais il faudra diminuer nos exportations aux Etats-Unis (1 million de barils par jour), ce qui ne sera pas facile car les Américains acceptent déjà très mal que nous ayions remonté

les prix et comptaient sur le Canada pour assurer l'indépendance énergétique au niveau de tout le Continent Nord-Américain.

Mais comme le disait le premier ministre Trudeau, il faut bien comprendre que l'époque de l'énergie à bon marché est terminée. Il va falloir s'y habituer. L'Europe paye déjà l'essence \$1.00 le gallon depuis longtemps. Les réserves d'accès facile s'épuisent rapidement.

Il est normal que les pays producteurs tendent à ralentir leur exploitation ou du moins à exiger un prix plus élevé. Les réserves de l'Athabaska coûteront beaucoup plus cher à exploiter.

Pour financer ces investissements, il faut des capitaux: à cette fin, il est normal que les prix et les taxes sur l'essence soient de plus en plus élevés; il est normal que les compagnies augmentent leur taux de profit, car c'est elles qui devront investir pour exploiter les gisements de pétrole moins accessibles et pour mettre au point des formes d'énergie de remplacement.

RICHARD GROBONNET



La crise du pétrole, je n'y crois pas. C'est une farce et c'est les petits qui payent la note comme toujours.

Il ne manque pas de pétrole au Canada. Il y en a en quantité. Allez-voir les bateaux décharger dans le port de Montréal. Rien qu'en Alberta, il y en a pour des centaines d'années. Et s'il venait qu'à en manquer, la science trouvera bien d'autre chose, faire de l'énergie avec la chaleur du soleil par exemple.

Il y en a qui mettent ça sur le dos des Arabes,

mais en fait, c'est un racket des compagnies. Les compagnies profitent de l'attitude des Arabes pour faire croire à une pénurie, créer des raretés artificielles et augmenter leurs profits afin d'exploiter d'autres gisements. On n'a qu'à voir les profits qu'annoncent les compagnies de ce temps-ci.

C'est les petits qui payent

pour ça et on ne sait rien. On ne sait même pas vraiment ce qu'ils vont faire avec cet argent-là. Le gouvernement les laisse faire et les appuie.

Et dans tous les domaines, on profite du prétexte de l'énergie pour remonter les prix 10 fois plus que l'augmentation de l'énergie leur coûte:

la nourriture, les loyers, les vêtements, les transports, etc.

Un gars qui a une famille arrive même plus avec \$10,000 et a même plus le moyen d'avoir un char.

C'est toujours les petits qui écopent. Il y a rien à croire dans ce qu'on nous raconte; on peut rien faire contre; nos revenus, eux, augmentent à pas de tortue. Il va falloir se mettre à voler si on veut pas crever.

Ca peut pas continuer comme ça bien longtemps.

Ti-Paul Petit



Je crois qu'il y a une crise, mais elle n'est pas où on veut nous le faire croire.

Il y a sans doute un déséquilibre plus ou moins provoqué dans les approvisionnements et une exploitation abusive de la situation pour faire grimper les prix et les profits.

Cependant les prix et les profits sont une conséquence. La véritable crise est ailleurs et commence à peine à apparaître. Ce qui est remis en question, c'est d'abord la dépendance totale de notre mode de vie par rapport au pétrole, une ressource dont on sait qu'elle n'est pas renouvelable et qu'au rythme actuel elle sera épuisée d'ici relativement peu d'années. C'est aussi,

à travers le pétrole, notre dépendance vis-à-vis des compagnies de pétrole. Car ce sont des compagnies qui ont rendu le pétrole indispensable à ce point et bloqué les inventions, les investissements et les développements qui allaient dans d'autres directions. C'est à ces compagnies qu'on doit la priorité donnée au pétrole et à l'automobile sur les transports publics et les autres formes d'énergie,

avec comme conséquence le gaspillage d'énergie, les réseaux routiers coûteux, les villes congestionnées et polluées, les banlieues mortes et leurs centres d'achat géants, etc. Il y a aussi tous les produits dérivés du pétrole: les plastiques, les textiles, etc.

Le pétrole va peut-être être surmonté par d'autres formes d'énergie, mais ce n'est pas vrai pour toutes les ressources: le fer, par

exemple, qui commence à se faire rare, et combien d'autres dont on prévoit déjà l'épuisement. Il devient évident qu'il est insensé d'abandonner à des compagnies axées sur leur seul intérêt et qui ont le pouvoir de mettre les gouvernements à leur main, l'aménagement et l'utilisation des ressources de la terre.

La crise du pétrole nous fait prendre conscience que nous ne sommes plus maîtres de nos ressources et de notre mode de vie et que les gens vont devoir reprendre en main l'aménagement des ressources et du développement, sinon tout va craquer. La véritable crise, en somme, c'est une crise du pouvoir.

Jean-Marie Léveillé



Je crois que la crise du pétrole est le premier symptôme évident de l'épuisement des ressources et de la rupture de l'équilibre naturel de la planète.

Tous ces remous autour du pétrole sont provoqués, au fond, par le fait que le pétrole, au rythme où on l'utilise, ne peut durer encore bien longtemps: 20 ans d'après les meilleurs experts. Les compagnies et les pays producteurs tentent de se donner un sursis et de remplir leurs poches pour l'après-pétrole.

Mais que sera l'après-pétrole? D'après les experts du Club de Rome, au rythme où nous épuisons présentement les ressource

ces et saccageons l'environnement, nous allons au devant d'une succession de famines, d'épidémies, de crises sociales et de guerres d'ici 50 ans. C'est une question de survie: la planète est condamnée à mourir d'épuisement ou à étouffer dans ses déchets. Des ressources limitées ne peuvent entretenir une croissance illimitée. Or notre croissance actuelle épuise les ressources et saccage la nature à un rythme qu'on appelle exponentiel (c'est-à-dire à intérêts composés: 1-2-4-

8-16 etc.)

Le type actuel de progrès et de société que nous avons couru au suicide. Les mots pénurie et pollution viennent d'apparaître mais nous n'avons pas fini d'en entendre parler. Déjà on commence à parler de pénuries d'acier, de viande, de bois, etc. Le pire est à venir si on ne revient pas rapidement à un type de société axée sur la stabilité plutôt que sur la croissance et la concentration, axée sur la conservation et le recyclage

de des matières premières et de l'énergie, le moins de perturbations possibles des processus de la nature, et de nouvelles formes de vie communautaires plus responsables.

A supposer qu'on y voie à temps. Pour comprendre le danger d'une croissance exponentielle, répondez au problème suivant:

"Un nénuphar sur un étang double sa surface tous les jours. Sachant qu'il lui faut 30 jours pour couvrir tout l'étang, étouffant alors toute forme de vie aquatique, quand en aura-t-il couvert la moitié, dernière limite pour agir?"

Réponse: le 29^e jour. Quand on s'aperçoit du danger, on est au bord de la catastrophe.

jean lenoir



le conflit du mois

Joliette, c'est une petite ville de 20,000 habitants, située à 40 milles au nord-est de Montréal. Avec les banlieues de Notre-Dame-des-Prairies et de St-Charles-Borromée, ça fait 30,000. Joliette est située en plein centre de la région de Lanaudière. Dans le temps, on disait "Joliette la coquette".

Joliette, ce fut pendant 25 ans la ville d'Antonio Barette, politicien, député, ministre et premier ministre. Ce fut aussi pendant 50 ans celle de Monseigneur Joseph-Arthur Papineau, prêtre et évêque.

Et mis à part le tabac et le séminaire, on entendait rarement parler de Joliette. Du bon monde.

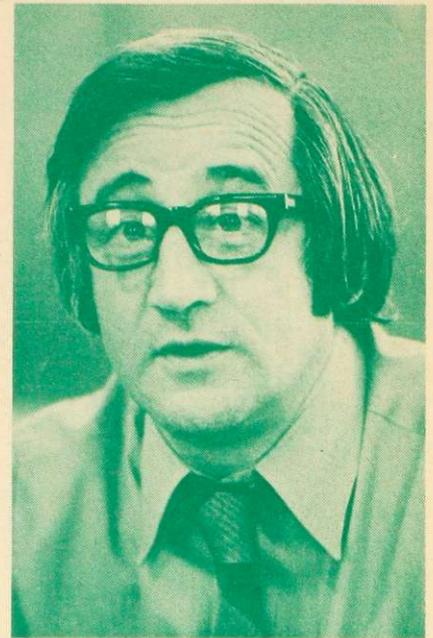
Mais voilà que tout d'un coup des conflits ouvriers éclatent. Tous en même temps. Canadian Gypsum, Firestone, Consolidated Textiles, Jolicoeur. Des conflits durs, avec injonctions, scabs, procès et tout le tralala. Ça nous fait penser au St-Jérôme d'il y a quelques années: manifestations, assemblées, front commun.

C'est à se demander si Joliette ne serait pas en train de changer...

Joliette la coquette

Depuis la fin de ce reportage, la guerre est reprise des plus belle à Joliette. Les juges G. Montgomery, L. Bélanger et A. Dubé de la Cour d'appel viennent d'accorder (en anglais) une injonction extravagante à la Canadian Gypsum, qui équivait à la légalisation de l'emploi des scabs et à l'abolition du droit de grève et de piquetage. Fort de cet appui, la compagnie s'est empressée de poursuivre le syndicat pour une somme de un million et demi. On est loin de la loi anti-scab et des déclarations anti-scab de Cournoyer. Mais trop, c'est trop. Tous les syndiqués de la région et les autres groupes populaires se sont regroupés de nouveau, bien décidés à faire plier la compagnie. Tout recommence. Joliette la coquette n'y échappera pas.





LA SNQ: JOLIETTE CHANGE

Les premières personnes que je rencontre, ce sont l'évangéliste St-Georges (le frère du permanent de la CSN) et René Charette, respectivement permanent et directeur général de la Société Nationale des Québécois à Joliette. La SNQ, ancienne Société St-Jean-Baptiste, compte dans la région de Joliette plus de 15,000 membres. C'est donc une affaire importante.

Ce qui vaut à la SNQ son titre d'avant-garde, c'est un colloque qu'elle a organisé un peu avant Noël où elle a réuni tous les groupes populaires de la région (Cooprix, ACEF, CSN, CEQ, FTQ, UPA, Jeunesses rurales, Jeunes cultivateurs, Caisse d'économie, Caisses populaires, Caisse d'établissement). Ces groupes ont décidé de fonctionner ensemble sur la consommation, le crédit, l'information, la t.v. communautaire, la lutte aux multi-nationales, l'alimentation, l'éducation.

"Joliette et la région, c'est une place conservatrice et traditionnelle. Comme Nicolet, Joliette a un passé religieux important: le clergé était très fort, l'éducation dirigeait la ville. Cela a fait qu'il n'y avait pas de contestation: les syndicats se limitaient au syndicalisme d'affaire, la SSJB ressemblait à un vrai club Optimiste et il y avait des curés partout.

Aujourd'hui, il y a beaucoup plus de grosses industries, beaucoup plus de travailleurs organisés. Avec comme résultat que si l'élite traditionnelle est encore forte, elle ne représente plus qu'un noyau de la population sur deux, l'autre étant les groupes populaires. Et entre ces deux noyaux, la coupure est radicale.

Les signes de cette évolution à Joliette: la manifestation de juin qui regroupait près de 3,000 personnes et l'importance des grèves, leur politisation.

Ces grèves, surtout celles de Gypsum et de Firestone, ont élargi le

fossé entre les syndicats et la population en général: il ne faut pas se le cacher. Joliette n'est pas une ville ouvrière. Il n'y a pas d'unité de lutte entre les ouvriers: ils sont dispersés dans plus de 50 usines.

Mais des conflits comme ceux-là sont nécessaires pour faire évoluer le monde. Ce n'est pas nous autres qui le dit, mais le ministre Quenneville: "Le seul défaut de la grève chez Firestone, c'est d'avoir politisé les gens".

C'est une excellente preuve d'efficacité.

ON CONNAÎT MAINTENANT LA SOLIDARITÉ

Après le dîner, je me rends au Conseil central de la CSN. La vieille bâtisse du Conseil central a brûlé l'automne dernier. Les bureaux sont maintenant dans l'annexe, en arrière. J'y rencontre Claude Mail-





hot, président du Conseil central de Joliette.

“Joliette, c’est une ville qui ressemble un peu à St-Hyacinthe: une ville où les notables et les rentiers sont nombreux et puissants, où les ouvriers et les employés de la fonction publique et parapublique habitent des quartiers résidentiels, ce qui fait une ville d’allure assez bourgeoise.

Sur les grèves, cependant, une grande solidarité s’est manifestée parmi les travailleurs: il y a eu un fonds d’entraide de créé et de mis en commun par les travailleurs de la CSN, de la FTQ et de la CEQ. Il y a eu la manifestation spontanée de plus de 1,000 travailleurs devant l’usine de la Canadian Gypsum après que cette dernière eut offert des primes à toute personne qui dénoncerait les grévistes qui s’en prenaient aux scabs ou au matériel de la compagnie”.



UN AVOCAT, 11 SCABS ET UN CHEF DE POLICE

Quand je suis arrivé à Joliette, il y avait dans le Joliette-Journal, un des deux hebdomadaires de la place, un article portant le titre suivant: Pressions sur Me Jérôme Choquette pour forcer la SQ à escorter les “onze” de Canadian Gypsum.

Je me mets à lire ça, je découvre que les “11 de la Canadian Gypsum”, c’est des scabs et que c’est leur avocat, Me Luc Ratelle, qui veut faire des pressions sur Choquette pour les faire entrer à l’usine.

Après une jase avec une secrétaire du conseil central, je décide de prendre rendez-vous avec Ratelle.

D’après ce que j’en sais, Ratelle, c’est un avocat spécialisé dans les divorces. J’arrive chez-lui et je m’installe dans la salle d’attente. Il y a là deux clients qui parlent de

leurs chars: gros moteurs, 8 milles au gallon, rêves de Corvette, etc.

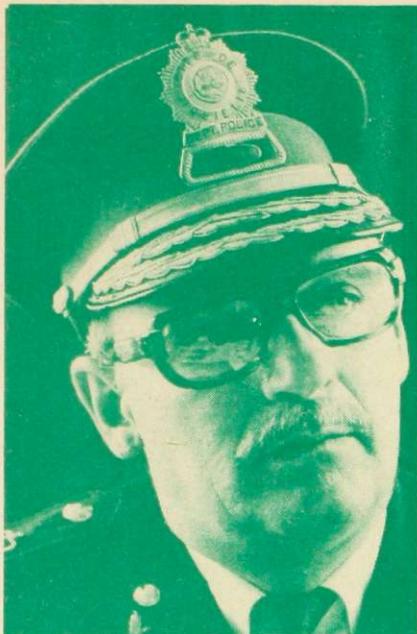
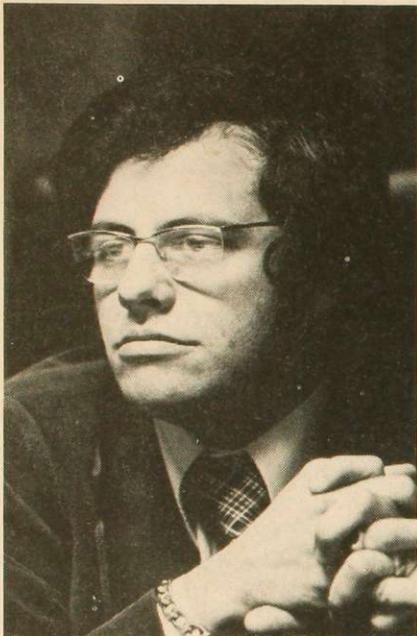
Puis vient notre tour de passer au bureau. Il y a un petit malentendu qui se dissipe vite: il nous avait pris pour les clients. Une fois la surprise passée, il accepte de parler.

“Je suis l’avocat des 11 travailleurs non-syndiqués de la Canadian Gypsum qui veulent continuer de travailler malgré la grève, mais depuis le 12 septembre 1973, la police de Joliette refuse de les protéger: ils ne peuvent plus traverser les lignes de piquetage.

La formule Rand n’est pas appliquée à la Canadian Gypsum: par conséquent les 11 travailleurs non-syndiqués ne sont pas des scabs.

Ce n’est pas juste que les scabs puissent travailler à l’usine de la Canadian Gypsum de Montréal où ils ont la protection de la police





de la CUM alors qu'à Joliette ils ne le peuvent pas.

D'ailleurs je connais très bien Choquette et le parti libéral et mon problème va se rendre jusqu'au ministre.

Le chef de police de Joliette ne fait plus intervenir ses hommes parce qu'il a peur des troubles et qu'il a préféré se ranger du côté de la loi du plus fort. Le chef a peur de la violence, qu'elle soit légale ou illégale.

Les gens ne comprennent pas mon action, j'essaie tout simplement de faire respecter les droits de mes 11 clients non-syndiqués que le chef de police a osé traiter de scabs."

Le chef de police, j'avais hâte de le voir. Première raison: ce que l'avocat Ratelle avait dit de lui. Deuxième raison: il est rare qu'un chef de police refuse d'aider des scabs et prenne plutôt partie pour les grévistes. Là je ne voudrais pas que le chef prenne ça de travers: je ne dis pas qu'il est comme ça, je dis qu'en allant le voir c'est ce que j'avais dans la tête. Merci chef.

Après les salutations d'usage, on pénètre dans le grand bureau du chef L'Ecuyer. Je lui demande tout de suite ce qu'il pense des déclarations de l'avocat Ratelle sur sa peur de la violence. Il n'est pas d'accord:

"La police municipale de Joliette compte 30 hommes travaillant par équipes de 8, dont 3 sont en congés. Donc 5 policiers dans les rues à la fois. Ces chiffres sont la clé de mon refus d'intervenir pour faciliter le passage des lignes de piquetage aux non-syndiqués de la Gypsum. Parce que le rôle de la police est de protéger

toute la population de Joliette en même temps, et non pas seulement 11 individus."

Ce n'est donc pas de la peur, c'est de la sagesse.

Le chef L'Ecuyer, cependant, admet sans détour que si la Sûreté du Québec avait décidé d'intervenir pour faire entrer les scabs, il aurait donné l'ordre à ses policiers de les appuyer.

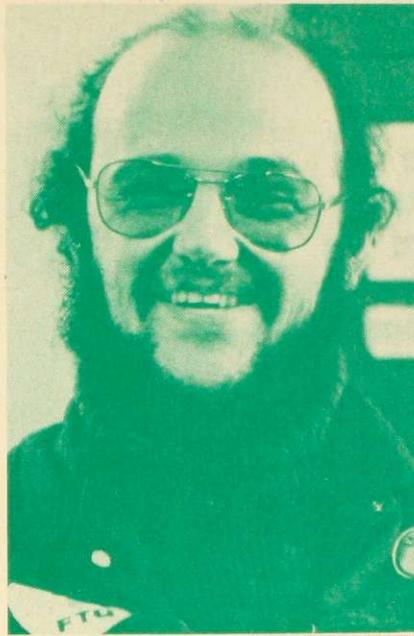
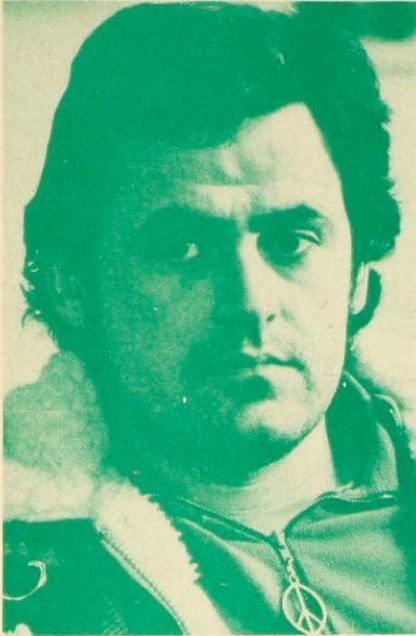
C'est une simple question de nombre.

FIRESTONE= ORGANISATION

Là, gros changement: comme dirait le ministre Quenneville, je passe de l'ordre au désordre. Je m'en vais voir les gars de Firestone.

A Firestone, ils sont 312. Ils ont fait une grève de 10 mois qui a été dure (injonctions, bagarres, procès) mais exemplaire.





Ils avaient à lutter à la fois contre leur patron, la compagnie américaine Firestone, et contre leur union internationale, les ouvriers unis du caoutchouc. La compagnie, elle, était venue à Joliette pour le "cheap labor" et n'entendait pas lâcher sur ce point même si ses travailleurs de Joliette avaient battu tous les records de productivité. Quant à l'union internationale, elle n'admettait pas qu'un syndicat local essaie de briser le "pattern", tente de négocier seul des conditions de travail qui s'adaptent aux besoins locaux (égalité avec l'Ontario, droit de refuser de faire du temps supplémentaire, français langue de travail).

Malgré ces oppositions et grâce à leur haut degré d'organisation, les gars de Firestone ont gagné leur grève. Ils ont obtenu ce qu'ils voulaient à 95%. Et la Firestone a perdu entre 6 et 10 millions.

Je me rend donc dans le rang Sainte-Julie où les gars de Firestone ont acheté une école de rang. Je dois y rencontrer Roger Pelletier.

Au local, il y a Pelletier et un autre travailleur de la Firestone. Ils me font l'historique de l'implantation de l'usine à Joliette et de leur syndicat. La négociation de 67, la grève manquée de 3 mois en 69, les leçons tirées, la montée de la droite dans le syndicat. Tout ça pour en arriver au point majeur, l'organisation du comité en 1972.

"Ce comité, composé de 6 travailleurs au début, c'était notre réponse au manque de participation dans le syndicat. Au lieu de passer notre temps à critiquer ceux qui étaient en place, on est passé à l'action, on a convoqué les gars et depuis ce temps-là on s'est réuni tous les dimanches sans exception. On a mis les négociations sur pied ensemble, on les a préparées, on s'est fait une stratégie. Pour que ça marche, il fallait que les gars soient informés, ce qu'on faisait tous les lundis matin. Ainsi lorsque la grève est arrivée en mars 73, on était prêts à y faire face: on savait ce qu'on voulait et on savait comment on l'aurait. Boycottage,

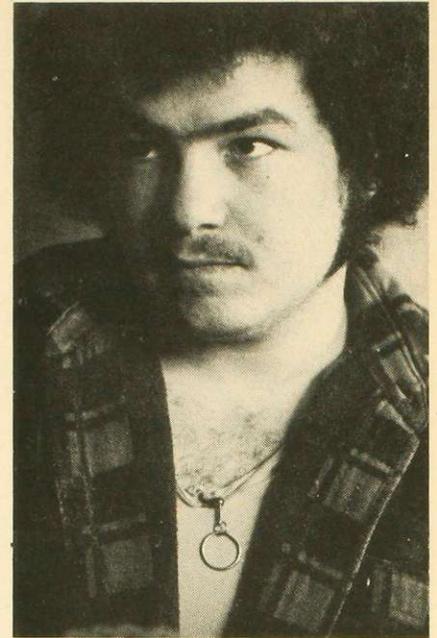
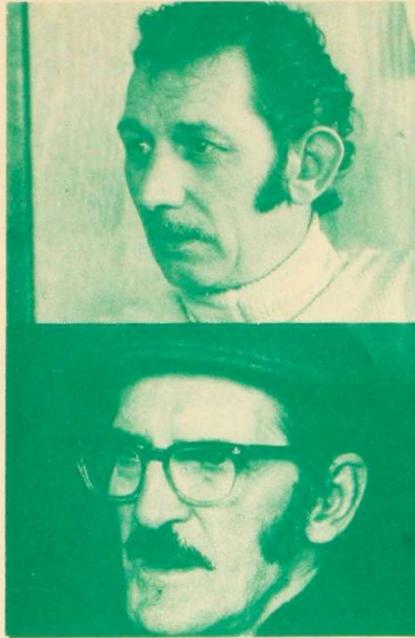
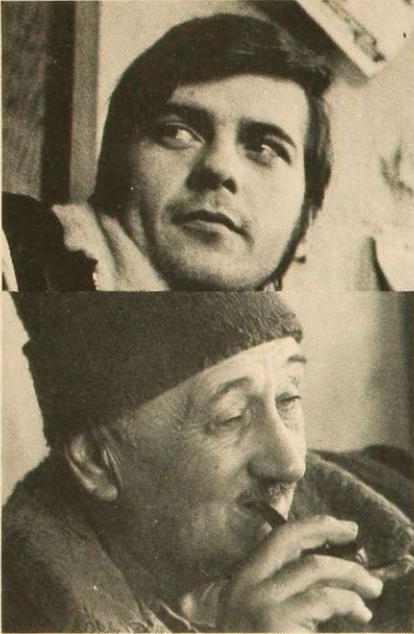
fonds de soutien, solidarité. Comme résultat de cette action, notre structure de syndicat a changé: ce n'est plus l'affaire d'un homme, le président, mais c'est devenu un syndicat d'équipes.

Dans notre lutte il y a aussi le fait que nos femmes se sont embarquées à plein, ont formé leur propre comité et nous ont appuyé d'un bout à l'autre. Quand on connaît les conditions économiques et psychologiques des travailleurs en grève, l'appui actif des femmes, c'est essentiel."

GYP SUM SOLIDARITÉ!

Les grévistes de la Canadian Gypsum m'avaient dit que le meilleur temps pour aller les voir, c'était vers 8 heures du matin. C'est à ce moment-là qu'ils sont le plus nombreux à la roulotte, leur local de grève face aux terrains de la compagnie. La Canadian Gypsum, c'est une filiale





d'une grosse compagnie américaine de Chicago qui compte plus de 120 usines à travers le monde, une grosse compagnie qui ne peut pas sentir un syndicat, et dont les usines sont toutes dirigées à partir de Chicago. La compagnie est prise avec 2 grèves au Québec, celle de l'usine de Montréal et celle de Joliette. Cette dernière dure depuis le mois de mai 1973. Tout ce que les travailleurs demandent, la compagnie considère que cela fait partie de son droit de gérance: la semaine de 6 jours et de 40 heures, la liberté de faire ou non du temps supplémentaire, la reconnaissance de l'ancienneté pour les promotions et les mise-à-pied, l'application de la formule Rand, le travail le dimanche, etc., toutes des affaires qui ne sont pas négociables, selon les boss, mais qui sont négociables partout ailleurs au Québec.

“Depuis que nous avons refusé les dernières offres patronales à 100% en septembre dernier, il n'y a eu aucune négociation. La compagnie a tenté de nous pour-

suivre pour les troubles qu'il y a eu lors de la manifestation du 12 septembre, mais les accusés ont été acquittés. La Gypsum a aussi tenté d'avoir une injonction, mais le juge Vallerand de la Cour Supérieure la leur a refusé. 4/2/74.

Depuis notre dernière grève en 1967, nous avons beaucoup changé. A ce moment-là, nous nous étions fait fourrer par le père Lacombe, le gérant de l'usine. On était pas organisé comme aujourd'hui, on recevait \$13 par semaine d'allocation de grève et il fallait qu'on s'endette pour continuer à se battre.

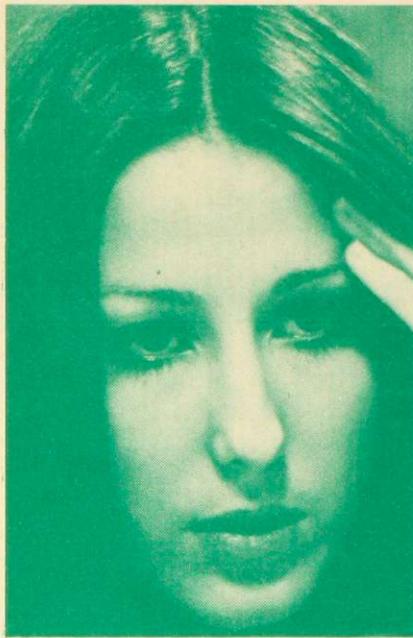
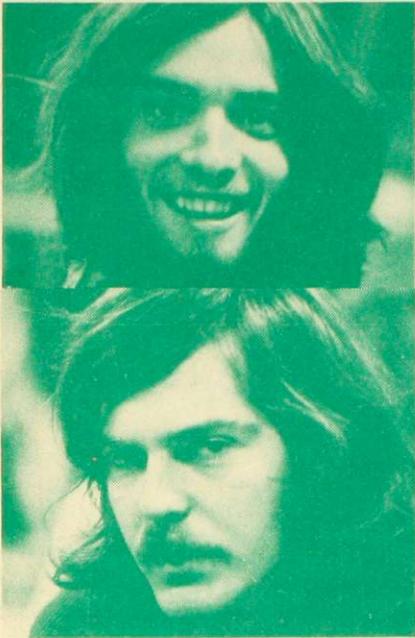
Aujourd'hui le fonds de la défense de la CSN nous donne \$50 par semaine, et en plus on est aidé par des syndicats de la CEQ, de la FTQ et de la CSN. On est aussi plus politisés. Ça fait que ça devient plus difficile de rouler un travailleur. On est mieux informés, on étudie nos problèmes et on se réveille tranquillement.

Ainsi maintenant on sait que ce sont les petits qui travaillent pour mettre de l'argent dans les poches des gros mais que les petits paient les affaires au même prix que les gros. Quant à savoir si cette grève est sur le point de se terminer, on n'en a aucune idée. On ne peut pas savoir ce qu'ils pensent à Chicago. En tout cas, on n'a pas peur de voir l'usine se fermer: ce sont des menaces pour faire peur au monde. Elle ne fermera pas tout simplement parce qu'elle est rentable.

Pour ce qui est de la solidarité qui s'est créée autour de notre conflit et de celui de Firestone, elle est là pour rester.”

En sortant de la roulotte, je vais rencontrer un journaliste du Nouvelliste de Trois-Rivières, Claude Bergeron. Il est aussi vice-président du conseil central. Il me confirme ce que les autres m'ont dit, à savoir le conservatisme, l'évolution du syndicalisme, etc.





"ON N'A PAS LA MASSE"

Lorsque je sors de chez le journaliste, c'est déjà l'heure du dîner. Comme je veux rencontrer des étudiants, je décide d'aller dîner au cegep, l'ancien séminaire.

Ensuite, je me suis rendu au "salon". Il y avait là une centaine d'étudiants. J'ai fait les tables jusqu'à ce que je trouve du monde qui voulait parler de Joliette. Par hasard, dans le groupe, il y avait la nièce d'un permanent de la CSN. Pas mal plus belle que son oncle.

Les étudiants, ils ont des préoccupations d'étudiants. "Pour travailler l'été, il faut du "pushing". Il ne faut pas se fier sur ce qui s'est passé chez Firestone pour juger Joliette: un grand nombre de personnes étaient du côté des scabs et les travailleurs en grève étaient considérés plus comme des bandits que comme du "bon monde". Et c'est comme ça même au cegep: on avait mis une

boîte pour recueillir de l'argent pour venir en aide aux grévistes et au bout de deux semaines il y avait \$1.49 dedans."

Un étudiant m'a donné des chiffres révélateurs tirés de Statistiques-Canada 1971: les salaires à Joliette sont de 18% inférieurs à la moyenne canadienne mais les emprunts aux compagnies de finance sont de 81% plus élevées que la moyenne canadienne.

Un autre m'a dit: "Il y a beaucoup de leaders syndicaux qui viennent de Joliette: Marcel Pepin de la CSN, Jacques Brûlé de la FTQ, Guy Chevrette de la CEQ. On fournit l'élite, mais on n'a pas la masse."

La tournée achève. Il me reste à ramasser des statistiques et à rencontrer Guy Chevrette de la CEQ. Je passe donc à l'hôtel de ville et au centre de développement social puis je me rends aux bureaux de l'association des enseignants de Lanaudière.

Pour Guy Chevrette, membre du conseil d'administration de la CEQ,

Joliette est une ville conservatrice qui commence à se politiser et à prendre conscience.

"Les dernières grèves ont leur rôle à jouer là-dedans, du moins en ce qui concerne les enseignants, pour qui c'était le premier véritable contact avec des grévistes, des syndiqués des autres centrales. C'est la première fois que les enseignants donnaient de l'argent (\$5 chaque) à un fonds de secours de grévistes.

Dans la population, par contre, on peut dire que l'indifférence fut assez générale. Quand elle n'était pas hostile. Faut dire que l'information locale n'a pas aidé.

Mais quand même, c'est la première fois que Joliette a été sensibilisé de la sorte. Une manifestation comme celle du 11 juin, ça ne s'était jamais vu.

Ce qui n'empêche pas encore les compagnies de finance de faire des fortunes à Joliette alors que la caisse d'économie des travailleurs a de la misère à avancer."



le carcajou du mois

Le CARCAJOU (glouton) est un animal terrible. Il est fort rusé et cruel. Aucun animal n'ose s'y attaquer, mais il n'en craint aucun. Il est toujours seul. C'est un voleur imprenable. Comme la hyène, il vole les proies capturées par les autres animaux ou par les trappeurs. C'est aussi un animal qui détruit sans raison. Quand il entre dans un camp, il répand toute la nourriture et souille de son liquide puant tout ce qu'il ne peut manger.

Dans la littérature québécoise, le Carcajou se retourne souvent contre les siens. On le compare aussi aux exploiters qui échappent à tous les châtiments et qui gagnent toujours leurs élections. Pour Menaud maître-draveur, c'est le traître qui vend le domaine des ancêtres aux étrangers. Pour nous le CARCAJOU, c'est l'ennemi juré des travailleurs. A chaque numéro, on fera le portrait d'un de ces ennemis. Aujourd'hui, on commence avec le roi des carcajous.

Le problème de la langue, ça ne se règle pas par des lois. Après tout, on n'est pas dans un pays totalitaire. On ne peut pas se mettre à contingentier les compagnies dans une économie libérale. Il faut plutôt inciter les compagnies à faire du français la langue de travail.

Le Québec n'est pas un ghetto. Il faut tenir compte de certaines contraintes, du contexte nord-américain. Les investisseurs et la technologie sont anglo-saxons. Et nos électeurs...

Il faut assumer les risques du développement même si ça nous oblige à disparaître comme peuple.

Ce qui nous a sauvé pendant des siècles, c'est de faire des enfants, d'en faire beaucoup.

Une politique de la langue ne peut s'appliquer à une fraction de la population, fut-elle majoritaire. D'ailleurs, la population du Québec est composée d'une mosaïque de groupes ethniques qui enrichissent notre culture.

Rendons-nous compte une fois pour toutes que les francophones sont une minorité au Canada et en Amérique du Nord. Si les Québécois veulent survivre, ils doivent apprendre l'anglais.

Pour survivre, pénétrons dans la structure de décision du pouvoir économique nord-américain. Soyons disciplinés. Adaptions nous.

QUELLE
RESSEMBLANCE!?

FRANÇOIS CLOUTIER
MINISTRE DE LA CULTURE

NOUS AUTRES, C'EST ÇA QU'ON FAIT !

En Abitibi-Témiscamingue

Nous avons décidé dans ce numéro d'accorder une place privilégiée, à la région de l'Abitibi. Pourquoi l'Abitibi? Parce que c'est peut-être l'une des régions qui a le moins de "voix" au niveau de tout le Québec. Pour se faire entendre, la population a toujours eu à lutter contre le puissant "Lobbying" des grandes compagnies minières et forestières comme Noranda ou Domtar; il leur a fallu lutter aussi contre une presse contrôlée jusqu'ici par un gars comme J.P. Bonneville propriétaire-rédacteur de la Frontière de Rouyn et de l'Echo d'Amos, antisindicaliste notoire, grand supporter de Réal Caouette et des intérêts des compagnies.

Sait-on que c'est en Abitibi et au Témiscamingue qu'on a

poussé le plus loin après le B.A.E.Q., les expériences de développement et de planification régionale? Sait-on que c'est un des endroits où le coopératisme est le plus développé? Dans les pages qui suivent, nous allons tenter de vous en donner un aperçu. Malheureusement l'espace nous manque pour parler de tout ce que nous avons découvert. Nous avons privilégié certaines initiatives ou notre information s'avérait plus complète quitte à revenir plus tard sur d'autres comme le village vacances de Guérin, le comité des paroisses marginales ou le groupe du Réseau.

Sur le plan coopératif soulignons l'existence d'un moulin coopératif à Bearn, une coopérative de culture de cham-

pignons à Malartic, les caisses d'économie du Nord-Ouest et la caisse d'économie des travailleurs réunis de Lasarre.

Sur le plan syndical, il existe un front intersyndical permanent à qui on doit l'existence de plusieurs coopératives et de mouvements populaires.

Echaudée par des échecs répétés de coopération avec les gouvernements, la population comprend de plus en plus qu'il lui faut compter sur ses propres moyens. Les organisations populaires font front commun. Il se manifeste une volonté d'être présent au niveau local et régional. La région de l'Abitibi-Témiscamingue nous réserve des surprises.

Les clubs alimentaires

Pour ceux qui ne seraient pas familiers avec les clubs alimentaires, disons qu'il s'agit de coopératives de consommation qui fonctionnent sans aucun profit, i.e. qui vendent au prix coûtant. Les membres paient ordinairement une part sociale qui varient selon les clubs. En Abitibi, elle est de cent dollars partout. Pour payer les frais de fonctionnement, comme le coût du loyer, le chauffage, la rémunération de certaines tâches, etc. il y a une cotisation hebdomadaire qui ne dépasse pas habituellement \$2.00.

Cela permet d'obtenir les aliments et les autres produits courants à un coût moindre de 4 à 7% par rapport aux grands magasins à chaîne; de connaître le coût réel des produits et combien il en coûte réellement pour les distribuer.

En Abitibi, il y a 8 clubs alimentaires; un neuvième ouvrira bientôt ses portes à Senneterre; il compte déjà 250 membres. On a distribué ou si vous voulez vendu pour environ 3,500,000 dollars au cours de la dernière année, soit plus de la moitié du

montant total des ventes de tous les clubs alimentaires au Québec. Tous les clubs ont un gérant payé.

L'assemblée générale se réunit à tous les trois mois pour discuter de la politique de la coopérative. Et il y a en général un conseil d'administration de neuf membres.

A Malartic où fut fondée le premier club, on a constitué parmi les membres treize équipes qui assurent à tour de rôle les charges que le personnel payé ne peut faire seul comme le marquage des prix ou la mise en tablettes. Chaque équipe fait une semaine à tous les trois mois. Le club songe même à acheter sa propre bâtisse.

Récemment tous les clubs se sont réunis et ont créé un interclub régional qui se chargera de faire tous les achats. Cela permet de diminuer encore les coûts.

A.C.I.A.T.

"Des étrangers sont venus, disait Menaud, maître-draveur, ils ont pris nos forêts et nos richesses".

Il faudrait ajouter, disent les gens de l'A.C.I.A.T.: "Ils ont

pris aussi notre sous-sol, ils ont pris nos territoires de chasse et de pêche..."

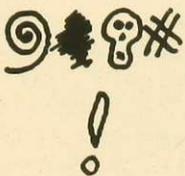
Maintenant, ils prennent nos terres.

Que nous restera-t-il?

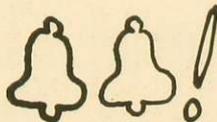
Sommes-nous appelés à être les Palestiniens d'Amérique?"

L'A.C.I.A.T. est une association coopérative immobilière de l'Abitibi-Témiscamingue. Elle a été fondée, il y a deux ans, alors que débutait au Québec et particulièrement en Abitibi, l'achat massif de terres par des Américains. A l'époque, cela avait créé un certain remous. On en avait parlé au Parlement à Québec; on avait même créé un comité interministériel pour "étudier" la question. Et puis, plus rien. Le grand silence. Les fondateurs de l'A.C.I.A.T. espéraient que le gouvernement s'il se refusait à intervenir directement, aiderait une coopérative qui achèterait les terres avant que les Américains ne s'en saisissent à des prix parfois aussi bas que \$0.35 l'acre. "On a évalué, nous dit Roger Guy, membre-fondateur de l'A.C.I.A.T., qu'au prix qu'ils payaient les terres, ces spéculateurs américains auraient pu acheter une bonne partie de l'Abitibi-Témiscamingue pour quelques millions. C'est peu pour presque un pays".

L'Abitibi?
la patrie
à
Caouette!



Ce doit être
frette
par là, hein?



C'est-tu des
Canadiens-Français
qui restent
là?



Mais le gouvernement refusa d'agir. Sans ressources financières, la coopérative resta inactive pendant plusieurs mois.

Entre-temps, la situation continuait à se dégrader. Les acheteurs font moins de bruit qu'en 1970, dit-on, mais ils continuent d'acheter. Denyse Plamondon, directrice du Conseil régional de développement (CERDAT), nous dit qu' "à certains endroits, comme Rapide-Danseur, les spéculateurs ont acheté les plus beaux terrains à proximité de lacs, de rivières ou de chutes; à d'autres endroits, surtout au Témiscamingue, ce sont les terres cultivables qui sont les plus touchées".

En plus de perdre la propriété du sol, la spéculation entraîne d'autres conséquences sur le plan collectif. "Cela contribue à enrayer les plans d'aménagement et de développement de ces localités. Ces gens n'habitent pas la région, ils contrôlent les meilleures terres, ils accélèrent la dégradation de l'environnement social en ne remplaçant jamais ceux qui partent. Les villages se vident et ça devient de moins en moins intéressant d'y habiter".

Même sans l'aide financière du gouvernement, l'A.C.I.A.T. décidait l'an dernier de poursuivre son action. Ne pouvant eux-mêmes acheter les terres, les

vendre ou les réaménager, ils tentent de mettre en contact ceux qui ont des terres à vendre et ceux qui voudraient en acheter, soit pour s'y installer, soit pour agrandir une terre trop petite. On voudrait aussi créer un réseau d'agents locaux reliés à un comité régional; on voudrait aussi promouvoir des aménagements en aidant des groupes ou des individus à s'organiser, en fournissant des consultations techniques, etc...

Pour le moment, on fait surtout un travail de sensibilisation et d'information. On met du monde en contact et on propage l'idée.

Les agro-centres

Un agro-centre, ce serait un centre de distribution de services pour les agriculteurs. Il comprendrait par exemple un abattoir coopératif, une meunerie, une coopérative de distribution des grains de provendes etc... Ce projet initial prévoit la création de trois agro-centres, soit à Lasarre, Ville-Marie et Amos. On en est rendu au stade de l'exécution. Mais se dessine une vive opposition à l'exécution du projet tel que prévu.

Dans certains milieux proches du parti libéral, on veut bien des agro-centres, mais pas de formule coopérative. D'un côté l'U.P.A., appuyée par le front intersyndical et le conseil économique régional (IGRDAT), veut une formule coopérative, de l'autre, des entrepreneurs privés veulent une récompense pour leurs bons et loyaux services. Actuellement tout se joue autour de la construction à Lasarre de l'abattoir coopératif. C'est un débat à suivre de près.

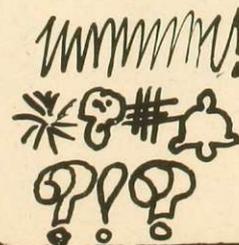
Les mouvements populaires

Une vingtaine de mouvements populaires se sont regroupés en Abitibi et au Témiscamingue pour créer la conférence des mouvements populaires qui se veut un organisme de pression au niveau régional. La conférence est née d'une scission du Conseil régional de développement (CERDAT) où les représentants des groupements populaires commençaient à se sentir à l'étroit. Les conflits d'intérêt opposant les représentants du milieu des affaires et les représentants des travailleurs devenaient de plus en plus fréquents. Cela paralysait toute action.

Y paraît que
c'est des gars
"toffe"
qui y a parlà ?

La route
pour
Val D'Or
est-tu finie
?

Ca mia toujours
fait penser
au
Klondyke ...



Le besoin se faisait sentir de s'organiser pour permettre de faire valoir les revendications des gens de la région.

Dans cette perspective, les mouvements populaires de Rouyn-Noranda, sous l'impulsion du STENOQ (Syndicat des Travailleurs de L'Enseignement du N.O.Q.), veulent acquérir la maison de retraite fermée des Oblats pour en faire un véritable centre populaire. La décision doit se prendre avant le printemps.

Amos

L'engagement de la firme Naus & Newlyn a soulevé une vague de protestations parmi les employés de l'Hôpital Hôtel-Dieu d'Amos. Cette firme dont le siège social est à Paoli, en Pennsylvanie, est spécialisée dans l'évaluation des tâches et du fonctionnement du personnel; elle a été engagée pour une durée de 41 semaines au coût de \$82,000 dollars. Cette firme était déjà fortement remise en cause à l'Hôpital Général de Pointe-Claire où elle procédait à un travail similaire. Pourquoi l'engagement d'une telle firme? C'était dans le but de faire disparaître un déficit de \$162,000 dollars encourus lors du dernier exercice financier. La firme prétend faire disparaître ce déficit sans mise à pied.

Ce que le syndicat conteste. Non seulement croit-il en l'inutilité de cette firme pour réduire le déficit, mais en plus cela camoufle le véritable problème du secteur hospitalier en Abitibi. Il existe déjà une pénurie de médecins de lits disponibles etc... Le syndicat se dit en outre surpris qu'on soit allé à l'encontre du rapport du CEMOH réalisé conjointement par trois ministères dont celui des affaires Sociales, l'AHPQ, la C.S.N. et la F.T.Q. qui déconseillait l'embauchage de telles firmes. D'autant plus que le gouvernement a une équipe qui coûte moins de \$2000 dollars par semaine et dont le rôle est de régler ce genre de problèmes au niveau des hôpitaux. La situation serait due à des pressions occultes auprès de certaines autorités politiques.

De toute façon les employés sont bien décidés à ne pas être les dindons de la farce. Ils ont obtenu la suspension indéfinie des travaux; ils sont bien décidés à ce que la firme ne remette plus les pieds à l'hôpital. Les syndiqués ont voté unanimement la proposition de renvoi de la firme en ajoutant que si la direction générale ne pouvait administrer sans l'aide de cette firme qu'elle pouvait elle aussi quitter l'établissement afin de céder la place à une administration plus capable.

Theford Mines

Le comité populaire est né.

L'organisation des comités populaires est en marche dans toutes les régions. C'est une tâche difficile. Le premier à naître officiellement et se définir de façon précise est celui de Theford Mines. C'est un premier pas.

But du comité populaire: en agissant "pour la promotion des intérêts du peuple, bâtir un pouvoir populaire".

Structure: l'assemblée générale souveraine qui se réunit au moins 6 fois par année, un comité de coordination de 7 membres élus pour un an, possibilité de sous-comités et de sections (selon les problèmes, les lieux de travail, de résidence).

Qui en fait partie? Les travailleurs salariés (syndiqués ou non), les chômeurs, les assistés sociaux, les étudiants, les agriculteurs qui exploitent eux-mêmes leur ferme, et leurs conjoints. Ne peuvent être membres les propriétaires d'entreprise ayant un salarié ou plus, les professionnels au sens de la loi, les cadres non-syndicables. Pour le reste, le critère est le but du comité. Les projets d'action sont nombreux: hausse des prix, consommation, loisirs, régulation des naissances, politiques des affaires sociales, problèmes municipaux et tout spécialement la transformation de l'amiante, l'amiantose et la pollution sur lesquels une vaste offensive dans la région n'est pas impossible au cours des prochains mois.

Il paraît qu'il y a encore du monde qui restent sans des camps en bois rond...

Ya tu encore des colons en Abitibi ?

OUI, MAIS y en a pu COMME TOI ! ça prend rien que du monde d'en pas pour penser de même. L'Abitibi, c'est pas à l'autre boutte du monde. Il va falloir vous sortir un peu...

NOUS

Sept-Îles

"C'est un garçon"

La CSN vient d'accoucher de son 22ème conseil central. Ce petit dernier est né à Sept-Iles, le 26 janvier. Le bébé n'est pas un accident: c'est pour faciliter la participation des syndiqués de Port-Cartier, Sept-Iles, Schefferville, Havre-St-Pierre, que le territoire du conseil central de la Côte Nord a été divisé en deux. C'est un tout petit bébé; 20 syndicats, 2,000 syndiqués, dont la moitié dans la construction, un autre 40% dans les affaires sociales et environ 10% dans le commerce et les services publics. Le petit sera pris en charge par Ambroise Picard (président-construction), Donat Gingras (vice-président-cegep), Louise Bacon (secrétaire-service social) et Errol Smith (trésorier-construction). On peut déjà dire que le petit aura comme vocation première l'éducation et l'organisation de même que la reprise du Front commun CSN, car les explosions du célèbre mois de mai 72 à Sept-Iles ont parait-il laissé quelques débris dans le paysage! Ce ne sont pas les problèmes qui manquent, quand le gaz se vend 80 cents le gallon et les garagistes chargent \$13.50 l'heure dans un pays où l'automobile n'est pas un luxe.



NOUS

Montréal

Je vote pour la hausse
du salaire
minimum

Le GRIP de St-Henri (groupe de réflexion et d'information politique) a organisé une opération qui ne manque ni d'imagination ni de pertinence en vue d'obtenir une hausse du salaire minimum et son indexation au coût de la vie. La revendication se présente sous forme d'un projet de Loi des Citoyens, bill no 1, qui a été discuté par une commission extra-parlementaire du Travail et de la Main-d'oeuvre en janvier, sur laquelle on demande à l'assemblée nationale des citoyens du Québec de se prononcer par vote, et qui sera présenté au cours de la session à la légale commission parlementaire du Travail, avec l'appui de l'opposition officielle.

"Vos députés ont voté \$5,000 d'augmentation aux juges sur leurs salaires de \$28,000; voulez-vous voter \$800 d'augmentation aux travailleurs de \$4,000 par année. Si vous votez oui, envoyez votre nom et le GRIP de St-Henri apportera le vote des citoyens au Parlement de Québec.

Je vote oui à la hausse du salaire minimum de \$1.85 à \$2.20 l'heure pour le 1er mars prochain et \$2.50 l'heure pour le 1er mai prochain, avec indexation au coût de la vie."

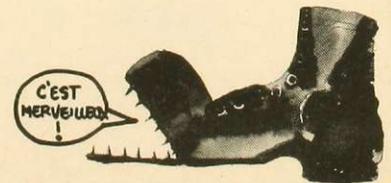
GRIP DE ST-HENRI, 1035, Lacasse, Montréal, tél. 931-2745.

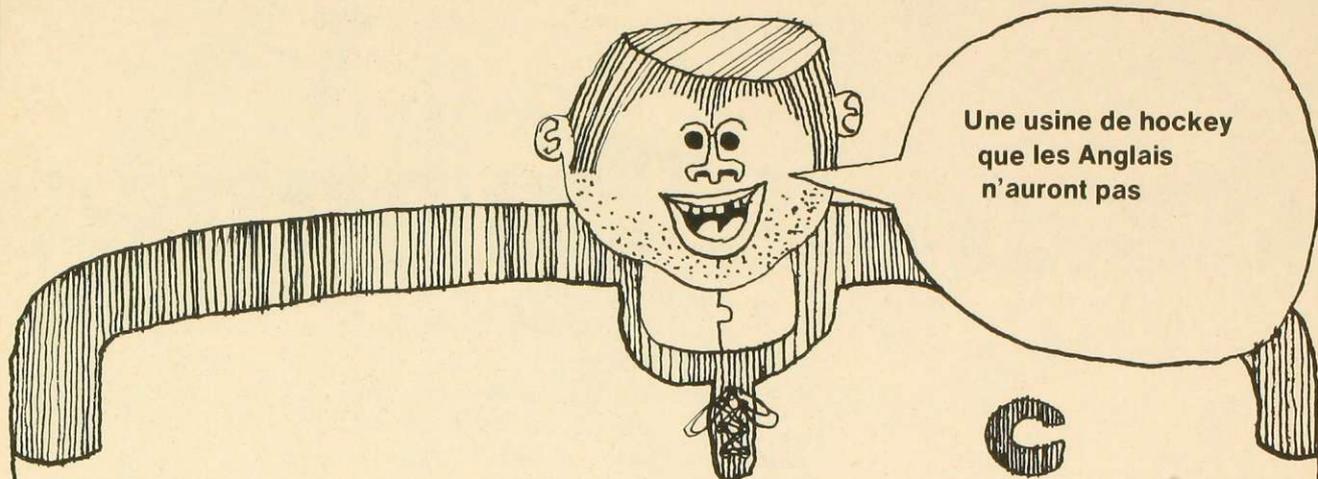


Sorel

La moitié
moins cher
pour s'habiller

Les 3000 travailleurs de Marine Industrie se sont ouvert un magasin pour le linge de travail. C'est n'est pas pour faire de l'argent, c'est un service. La compagnie passe le local gratuitement. On se prend 10% de profit pour payer le gérant et le téléphone. Ca nous permet d'avoir nos habits d'ouvrage pour 50 ou 60% moins cher qu'avant. Au cours des 3 premières semaines (26 novembre-21 décembre) nous avons vendu pour \$12,000. Le travailleur peut faire déduire ses factures directement sur son chèque de paye. C'est ouvert à tout le monde. Les travailleurs de Québec Iron et Beboeil ont également obtenu la possibilité de faire déduire leur facture sur leur paye. C'est merveilleux. C'est déjà trop petit.





Qui n'a pas joué au hockey dans la rue avec un bâton de hockey SWP, la même marque que ceux de Bobby Orr?

Depuis 25 ans, Sherbrooke Wood Products, une entreprise familiale de Sherbrooke, dirigée par les frères Dugré, produisait ces bâtons de hockey. Ces dernières années, il s'en est produit jusqu'à un million et quart par année.

En 71, les frères Dugré ont vendu l'usine à une firme américaine Bookfield Sportman Goods. Les choses se sont mises à mal aller. Quand le syndicat, qui regroupait les 45 ouvriers (Fédération du Bâtiment-CSN) voulut négocier, on menaça de fermer l'usine si les employés n'acceptaient pas une baisse de salaire. Le syndicat, avec l'aide d'experts en administration de l'Université de Sherbrooke, fit une étude de la gestion et du marketing de l'entreprise. La conclusion fut que si les affaires allaient mal, c'était dû à une mauvaise gestion, notamment à l'installation de machines automatiques pour sécher la colle, ce qui enlevait considérablement de résistance aux bâtons de hockey. Toujours est-il que les patrons décidèrent de fermer l'usine en décembre 1972.

Le syndicat avait tout en mains pour savoir que l'usine était rentable. Les travailleurs décidèrent d'étudier la possibilité de racheter l'usine et de la diriger eux-mêmes.

Une compagnie à capital-action a été formée (pour éviter les complications que fait le ministère des institutions financières à chaque fois qu'il s'agit de chartes coopératives). Une option d'achat a été déposée: il s'agit des installations et de l'usine. Le coût est de \$210,000. On n'achète pas la compagnie (avec ses dettes, etc.) Le nom demeure donc le même, à savoir les entreprises SWP Inc.

La nouvelle compagnie est formée comme suit, les 45 travailleurs de l'usine fournissent \$25,000 et ont 2 représentants au conseil; le conseil central de Sherbrooke, qui a formé à cette fin une société de gestion de porte-feuille, investit \$50,000 qu'il commence à recueillir auprès des syndiqués de toute la CSN sous forme de prêts sans intérêt, et cette participation lui donne droit à 3 représentants au conseil; M. André Beaudin, ex-gérant de l'usine et co-propriétaire de Sherbrooke Sport Canada (équipements de hockey) fournit \$25,000 et a droit à 2 représentants au conseil. Une subvention du ministère de l'expansion économique régionale devrait permettre de combler le \$110,000 qui reste.

Une clause spécifie que les travailleurs de l'usine ont en tout temps la préférence pour racheter la totalité des actions.

Pour éviter de retarder le projet, il est probable que les caisses d'économie prêteront le \$50,000 investi par la société de

gestion du conseil central: le prêt sera remboursé par les fruits de la souscription.

Pour s'assurer de la rentabilité et du fond de roulement, des commandes pour 800,000 bâtons de hockey ont déjà été recueillies, et il est question de développer une production d'été: les rames de chaloupes. Pour s'assurer que l'usine devienne de plus en plus une usine pleinement autogérée par les travailleurs, un travail de formation est déjà en marche auprès des 45 travailleurs: avec l'aide d'André Laurin, de professeurs de l'université de Sherbrooke et de programmes d'éducation des adultes à la commission scolaire, les travailleurs ont déjà tous suivi 30 heures de cours de gestion et auront l'occasion d'en suivre plusieurs autres, sur tous les sujets qui sont nécessaires.

Le syndicat est plus vivant que jamais et s'appête à négocier. La production devrait pouvoir débuter assez prochainement: déjà les échantillons sont produits. Tout le monde est un peu nerveux, mais la chose est si solide que nous avons dû écarter du projet toute une série d'hommes d'affaires de Sherbrooke qui voulaient entrer dans le projet. Nous tenons à ce que l'usine appartienne et soit contrôlée par les travailleurs.

Pour contribuer à la souscription, s'adresser à Guy Lévesque, conseil central de Sherbrooke, 180, rue l'Acadie, (819)563-6515.

portrait d'un travailleur

Yolande Tanguay

Yolande Tanguay, fille et femme de mineur,
à Thedford,

qui a plein d'idées en faisant son travail
de maison et qui va les défendre partout.

Mariée depuis 22 ans,
elle a quatre enfants.

Elle se définit comme du "monde ordinaire
qui s'occupe de ses affaires",
et elle explique son action
par "un nationalisme soucieux
de ne pas se faire assimiler".





J'aime le monde

J'aime le monde et je vis avec le monde. Je suis heureuse dans des groupes, pour faire quelque chose avec les gens, pas contre eux. Ils disent que j'ai du dynamisme, ça doit être vrai. D'où ça vient? Je pense qu'on naît comme ça, mais qu'on n'en est pas toujours conscient. Quand j'étais fille, je travaillais dans une manufacture de bas de nylon. On avait fait une grève, j'avais piqueté, et c'est là que j'ai vu ce que ça pouvait apporter la solidarité entre les travailleurs.

Faut s'accepter

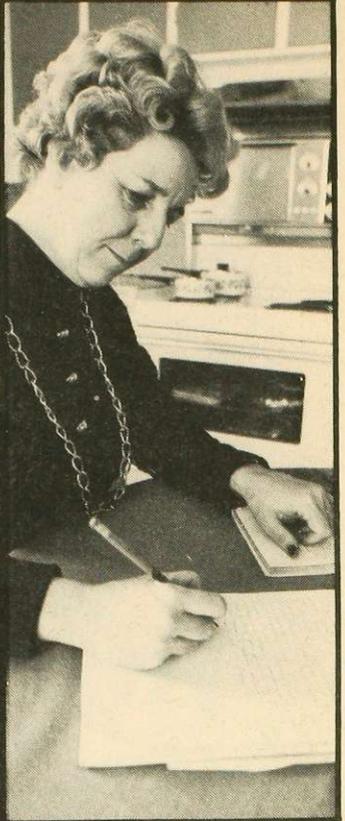
J'avais pas honte d'être la femme d'un mineur. Mon père a travaillé 40 ans aux mines. Il a été un syndiqué de la première heure. Il a encore son petit carnet où il collait les timbres de cotisations. C'était dur pour eux, parce que c'était pas organisé comme aujourd'hui. Il a été malade, et il a été six ans sans travailler, pendant la crise. C'est probablement d'avoir vécu ça que je suis fière d'être la femme d'un travailleur. Si j'étais la femme d'un professionnel, je ne pourrais pas faire plus pour faire avancer la société. Ce que je ferais, ça serait pour de l'argent et pour maintenir le système. Vous allez dire: "A se pense celle-la?"

Qui veut embarquer?

On a d'autre chose à montrer que la rue Smith. (NOTE: à Thedford, c'est le symbole de l'impuissance devant les compagnies minières). C'est pour ça que j'ai accepté de faire le portrait d'un travailleur. Pour montrer qu'il n'y a pas juste les notables de la place qui ont quelque chose à dire. Un travailleur, ça ne parle pas plus mal qu'un autre. On dit que la parole c'est le véhicule de la pensée, essayons que ça ne soit pas trop un bazou. Moi je dis que j'ai un dunebogy amélioré, parce que je ne voulais pas que ce soit un cadillac. Essayons de nous exprimer dans notre langue, et on va se rendre à destination quelque part. Qui veut embarquer dans mon dunebogy amélioré?

Je travaille

Je n'ai pas l'impression de ne pas travailler en travaillant à la maison. Si vous saviez ce que j'ai roulé depuis le matin! J'ai eu deux visites et dix téléphones: on a organisé la manifestation contre la conférence de Marc Cayer demain soir. Le monde va savoir que c'était un espion: on va distribuer l'article de Québec-Presse sur ce qu'il a fait au Vietnam. Mais mon souper est prêt. Dans ce temps-là, je mets des souliers qui vont vite. Après souper j'ai ma réunion du comité d'école, mais je leur ai dit que ça devait être fini à 9.30 hres parce qu'après, je veux aller à l'assemblée du conseil central.



Les enfants ont le droit de parole

Nos enfants, je les trouve chanceux. On les écoute et ils savent qu'on les aime. Ça arrive qu'on leur fait des dîners-causeries, mais ils ont toujours le droit de parole. Vous pensez que je suis un peu mère-poule? Vous êtes pas mal haïssable. En tout cas je les laisse libres. Mais s'ils sont bien ici... La conversation d'hier soir devant Charlot (17 ans), avez-vous remarqué que je l'ai provoquée? Je pense que c'était une marque de confiance, parce qu'il ne faut pas qu'il voit juste notre point de vue. (NOTE: c'était une conversation très engagée sur le mariage, l'amour libre, l'avortement, les nouvelles valeurs).

Je crois à des valeurs

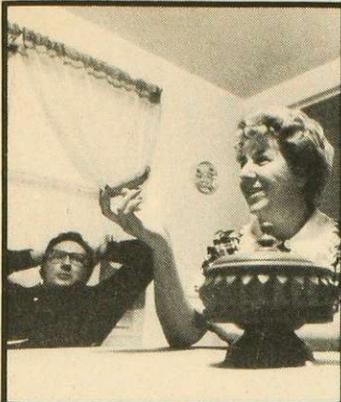
Je ne peux pas souffrir qu'il y ait des injustices. Souvent, la part des uns est plus grosse que la part des autres. Ça doit venir de là, mon engagement. Mais quand tu t'engages, plus tu t'engages. Mon mari m'a bien aidé là-dedans. Il me disait: "Vas-y, dis-les tes idées". Aujourd'hui je n'ai plus peur de dire ce que je pense. J'ai confiance autant à mes idées qu'aux idées des autres. Je crois à des valeurs, et je les défends. Mais faut que tu sois là pour défendre ton idée, sans ça il ne se passe rien. Alors je fais valoir mon opinion. Je ne dis pas qu'elle est meilleure qu'une autre, mais c'est à la lumière de plusieurs opinions qu'on se fait une idée. Et je n'ai pas peur de passer pour une poire si mon idée n'est pas la bonne.

Yolande vous parle

On n'a pas les moyens de diffusion dont on aurait besoin pour faire valoir nos opinions. Mais si on nous la donnait la parole, on aurait quelque chose à dire. Dans le front commun, on a entendu un autre discours quand on a occupé la radio pendant deux jours. Là on a eu quelque chose de service. Et on a écouté de la belle musique pour une fois. Si j'avais un programme comme "Yolande vous parle", je leur ferais goûter ce qu'ils nous font goûter tous les jours. Je pense que j'aurais des aptitudes pour ça.

Je compose dans l'avant-midi

Si j'ai quelque chose à composer, c'est dans l'avant-midi. C'est là que j'ai mon inspiration. Faudrait pas que j'en aie trop souvent parce que mon ménage s'en ressentirait. Le midi mon dîner est toujours prêt. Un bon dîner. Mais j'ai des idées la même chose en faisant mon travail de maison. Je suis pas une femme pour écouter la radio à la journée longue. Mais je me renseigne. J'écoute "Le 60", "Politique atout", des choses comme ça. Je lis les journaux, mais surtout Québec-Presse, la revue Maintenant et Relations.



Sauce piquante pour grosses légumes

Procurez-vous une grande marmite québécoise que vous graissez au préalable avec des Uniquistes ou des Unionistes, ceci n'a pas d'importance ils graissent aussi bien l'un que l'autre.

Mettez sur un feu ardent créditiche qui s'éteint de lui-même par la suite à cause DU-PUIS. Transférez sur un feu rouge. Mettez dans le fond, le jus de tous les citrons que vous connaissez au gouvernement, ajoutez le jus de tous les raisins pressés qui restent. Ceci vous donnera assez de liquidité pour le nécessaire.

Ajoutez 1/3 de cette quantité d'huile russe environ 1 brahoule en argent de moutarde de Dijon, 1/2 canne à sucre de Cuba, 1 oignon qui tourne canadien. Faites brasser le tout sans arrêt par les députés. Laisser mijoter 4 ans. Ceci diminuera considérablement. Versez le tout dans des Melons américains et que le ministre de la Justice ajoute un peu de percil perla à chacun son besoin.



J'aime ça la politique

On s'est toujours intéressés à la politique. C'est un levier de commande. Garçon, Maurice était bleu. Il avait des cartons d'allumettes de l'Union nationale. Mais dans la grève de '49, il a bien vu que l'Union nationale n'était pas pour les travailleurs. Ensuite on a été libéral, dans le temps que les bleus pouvaient avoir des reçus d'impôt, mais pas les libéraux. Puis on s'est aperçu que les libéraux non plus n'étaient pas pour les travailleurs. Ce qui nous fait aimer le PQ, c'est qu'il veut éliminer les caisses électorales et nous libérer des capitaux étrangers. Mais on n'est pas liés au PQ indéfiniment. On veut un parti qui réponde aux besoins des travailleurs, pas juste des privilégiés.

J'aime ça faire des farces

J'aime rire, j'aime faire des farces. On peut pas toujours tout prendre au sérieux. Pendant la campagne électorale, ils m'ont demandé de faire un petit discours. Comme je suis une femme de maison, j'ai pensé leur écrire une recette. Et je leur en ai inventé une pour manger à notre goût dans notre pays du Québec. Tout le monde a bien ri. C'est un trill qu'il faut pas manquer, d'avoir le public pour le faire rire, et le faire agir.

La grève de '49

En '49 je sortais avec Maurice. Une fois il était allé à Asbestos avec d'autres grévistes. C'était pas drôle. Ils étaient en assemblée dans le sous-bassement de l'église, et c'est le curé de Windsor qui a appelé le curé d'Asbestos pour qu'il avertisse les grévistes que la police s'en venait. Ils sont partis juste à temps. Un peu plus et tout le monde se faisait ramasser. N'empêche que la grève a fait avancer la société. Même si les grévistes n'ont pas eu tout ce qu'ils demandaient, ça a profité à tous les travailleurs dans la province. Faudrait que tout le monde voie "Charbonneau et le chef".

Y'a des Sagouines partout

La Sagouine, je l'ai lue deux fois. Je pense que c'est mon livre préféré. Les Belles-Soeurs, j'ai moins aimé ça. Probablement parce que c'est pas l'oeuvre de l'artiste que je cherche dans un livre, mais la vie des gens. Je voudrais pas que toutes les femmes soient comme les Belles-Soeurs, des ramasseuses de timbres. Mais la Sagouine, c'est pas pareil. Il y a toute une vie là-dedans. Il y a des Sagouines partout dans la province et probablement qu'elles ont toutes les mains blanches, comme elle. Je voudrais savoir si sa vie a changé, depuis qu'on a écrit sur elle. J'espère. Parce que si on parle des mineurs, faut que ça soit pour améliorer leur vie. C'est pour ça que j'ai accepté de me faire photographeur.



Il faut choisir

Je ne suis pas féministe, mais je travaille pour la libération de la femme. Je pense que c'est concordant, parce que c'est toute la société des travailleurs qu'il faut libérer. Moi j'ai choisi de me marier et d'avoir des enfants. Donc, je n'ai pas été brimée. Si une femme veut rester à la maison, il faut qu'elle ait le choix de le faire. Mais à présent que les enfants sont plus vieux, je choisis de reprendre contact avec la société. On ne peut pas tout faire, et on ne peut pas tout avoir. Il faut choisir. Quand on est travailleur, on ne peut pas se tromper dans les choix qu'on fait, même pas pour la commande du samedi.

Etre à l'écoute des professeurs

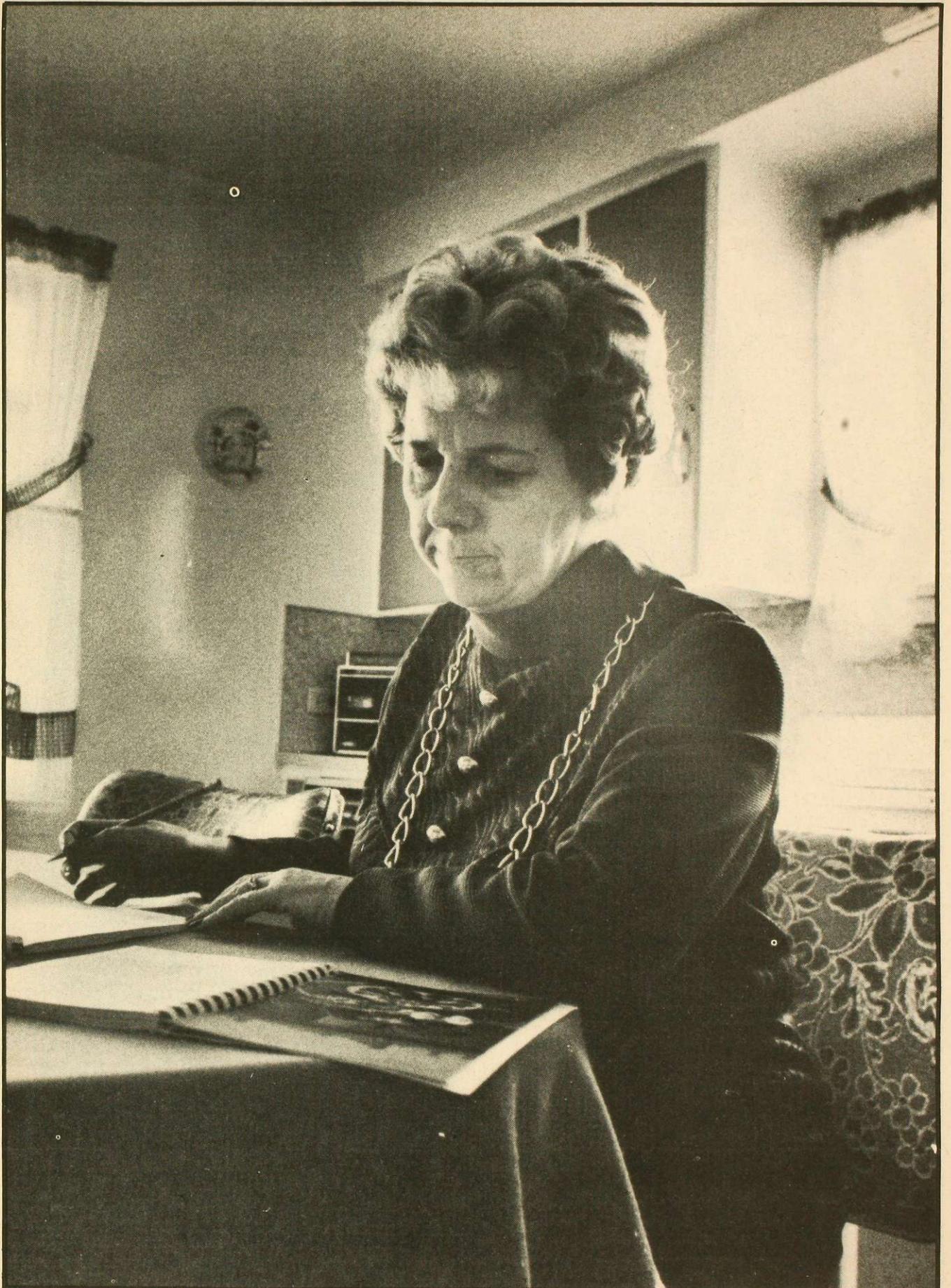
De ce temps-ci c'est mon comité d'école qui m'occupe le plus. Je représente les parents qui en ont jusque là. La polyvalente c'est un village. Il y a 3,500 étudiants. Ceux qui vont la visiter se perdent et ne peuvent pas se retrouver. Notre travail au comité, c'est de faire rencontrer les parents et les professeurs. On veut être à l'écoute des professeurs, pour le bien des étudiants. On veut organiser une visite au mois de mars, mais je ne voudrais pas que ce soit une cérémonie comme on en voit d'habitude, avec des officiels qui coupent le ruban. Je voudrais que ce soit les étudiants qui soient en vedette, et que les professeurs soient les premiers consultés sur la visite. Ça va peut-être amener une autre façon de voir. C'est cela qu'il faut que je débattre demain soir à la réunion du comité.

Je me sers de mes dix doigts

C'est parce que je suis bien organisée dans la maison que je peux être active en dehors. Mais je fais pas faire de temps supplémentaire à mon mari pour avoir ce que j'ai. Je me sers de mes dix doigts. Mes garçons n'ont jamais été chez le barbier. Je leur ai toujours coupé les cheveux moi-même, et en suivant la mode à part ça. J'ai tissé mes draperies, je fais ma couture, je fais mes conserves. Quand on a bâti notre maison, j'apportais la brique et Maurice la posait. Quand on a bâti notre chalet, les enfants étaient plus vieux et ils ont aidé beaucoup. Moi j'ai fait la peinture. J'aime bien faire des choses avec mes mains, comme les fleurs séchées sur le mur. On peut pas toujours penser à des idées pour changer la société.

Faut descendre dans la rue

Un syndicat doit se mêler de politique, parce qu'il est là pour défendre les travailleurs. Faire de l'action politique, c'est pas juste former un parti. Faut descendre dans la rue pour faire quelque chose. Si les hommes vont pas aux assemblées du syndicat parce qu'elles sont plates, c'est pas parce que leur femme leur diront d'y aller qu'ils vont y aller. Mais que les femmes supportent leur mari dans leur action, qu'elles comprennent ce qu'ils font, ça c'est important. La pétition contre la CSD à la mine, c'est les femmes qui l'ont partie. Après on l'a donnée aux hommes. Il y a des hommes assez gauches pour penser que leur femme ne comprend rien. Mais un dialogue ça se fait à deux. Moi je veux pas juste parler de mon ménage et de mes pots de confiture.





Faut tu être chialeux pour gueuler contre une des affaires les plus gaies de notre hiver.

Mais cette fête-là qui venait des "tripes" du monde, on est en train de nous la voler. D'ici cinq ans, il n'y a plus grand monde à Québec qui voudra en entendre parler. D'ailleurs c'est déjà commencé. C'est dommage parce qu'on avait pas si souvent l'occasion de fêter durant l'hiver.

Le Carnaval d'hiver, ça ne date pas de 20 ans. Ça a commencé en 1894. Pis il y en a eu plusieurs après ça. Chaque ville, chaque village avait son pro-

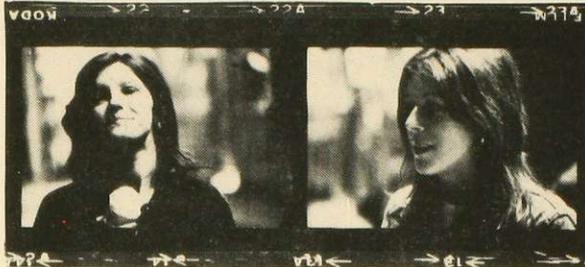
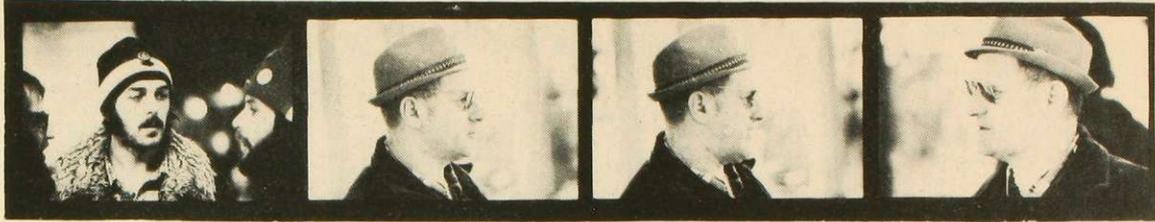
Le Carnaval: de la Fête à la "grosse affaire"

pre carnaval. C'était une façon d'habiter l'hiver, de toffer les mois les plus durs, de se réchauffer ensemble: quelque chose d'important pour le monde d'ici. Ça prendrait pas grand'chose pour que le Carnaval redevienne ce qu'il était. Un peu moins de rêve de grandeur et un peu plus de confian-

ce dans le monde.

Si c'est plaisant d'avoir un beau défilé, des spectacles extraordinaires, ça remplace pas la participation, la création des gens. Le but d'une fête, c'est pas d'organiser des spectacles ou d'attirer le plus de monde, c'est d'avoir du fun. C'est comme la pêche aux poissons des chenaux: on n'y va pas seulement pour prendre du poisson; on y va pour le plaisir.

Le carnaval, c'est à réinventer. Quand on passe 6 mois enterrés dans la maison, ça commence à être long sur les derniers milles. Un carnaval, c'est pas de trop.



"C'est toujours la même petite gang qui se retrouvent en haut dans tous les cocktails, pis les réceptions, et qui foirent. C'est toujours la même gang. L'année où j'étais reine, je leur avais dit: En avez-vous du monde qui travaillent à L'Anglo ou chez Dominion Corset parmi les directeurs? En avez-vous des étudiants? Je le savais qu'ils n'en avaient pas."

Ca m'intéresse beaucoup. J'ai déjà été à un bal de la Régence. Maintenant je suis ça un peu moins. Mais ça m'intéresse. Parce que c'est une bonne chose. Ca amène de l'argent pour le commerce, les restaurants, les hôtels. C'est bon pour Québec.

"L'organisation de ça, quand tu regardes ça un peu, le monde qu'il y a là-dedans, c'est une gang de vendeurs d'assurances ou d'autres genres de commerce, où il faut que tu vois du monde. Le Carnaval pour eux-autres, c'est de la publicité gratuite."

"Moé je ne participe pas. Je trouve rien là-dedans qui pourrait m'intéresser. Plus jeune, j'suis déjà allé. Maintenant je trouve rien de ben intéressant."

"Vous savez le monde commence à être assez frette vis-à-vis, ça asteur. On commence à en avoir soupé pas mal. C'est rien que pour faire de l'argent. Ça coûte toujours une piastre, pis une autre. Ce qui est ben populaire, c'est les pee-wee. Même si c'était pas durant le Carnaval, ça marcherait pareil."

"Le Carnaval, c'est ben le fun. On va à la Parade. On se promène dans les rues. On trouve ça ben intéressant. On se fait des partys pis toutte"...

"Depuis que c'est commencé, j'ai toujours fait un monument de glace. J'ai même gagné le premier prix une année. Venez dans la cave, j'e vais vous le montrer. Vous voyez, un petit carré de papier avec ta photo dessus, dans un étui en plastic. j'sais pas s'ils pensaient que je mettrais ça dans mon salon, mais il se sont trompés."

Même nous autres, on commence à perdre de l'intérêt. Les jeunes, ça les intéresse pas beaucoup. On est les derniers. Avant le monde faisait leurs monuments. Y en avait partout. Si la rue Sainte Thérèse disparaît, le Carnaval, ça vaudra pu grand' chose."



L'entreprise marche bien. Merci

Le Carnaval de Québec cette année, c'était la "grosse affaire". Le slogan était bien choisi. Le Carnaval, c'est devenu une grosse affaire, une affaire en or. C'est l'image d'une entreprise qui a bien réussi, ça rapporte de plus en plus d'argent: 32.7 millions injectés dans l'économie québécoise. De quoi faire rêver n'importe quel promoteur!

L'entreprise marche bien. La fête s'en ressent. Plus c'est vide, plus on en met. Le monde ne participe plus? Ca ne fait rien, on s'en charge. C'est alors la course aux spectacles, aux vedettes, aux grosses affiches, à la publicité. On vend le Carnaval comme n'importe quel produit. Le battage publicitaire est très bien orchestré. La T.V. et les spectacles remplacent le monde qu'on rencontre pu, le plaisir qu'on a oublié.

Est-ce à dire que le monde de Québec boude le Carnaval? Non, du moins pas encore. Il ne faut pas oublier que le Carnaval, c'est la continuation d'une longue tradition. On s'y est tous amusés; on y a participé.

On assiste encore à la parade; on emmène les enfants "visiter" les monuments de glace; on assistera à l'une ou l'autre des compétitions sportives. Mais pour le reste, cela ne soulève plus l'enthousiasme d'autrefois. Certains se terrent chez eux; d'autres sortent de la ville. On achète les bougies par habitude, pour le prix, comme un billet de Mini-Loto.

De tous les gens que nous avons rencontrés, c'est encore une minorité qui déteste carrément le Carnaval. On trouve que ça coupe l'hiver, que c'est pas de trop dans notre pays. On voudrait une fête, un carnaval, mais voilà, c'est de moins en moins intéressant. C'est devenu comme Noël, une grosse affaire commerciale dont on redoute l'arrivée: les cadeaux

qu'il faut bien acheter, les repas qu'il faut bien donner, le réveillon qu'il faut faire.

On dirait que ça vire tout à l'envers quand l'argent, le commerce prend le dessus. Ça ressemble à la vieille légende du roi Midas. Ce "bon" roi avait obtenu des dieux un don assez particulier: celui de changer en or tout ce qu'il touchait. Mais en devenant de l'or, tout se figeait autour de lui; tout mourrait. L'argent possède ce don de tout détruire, de tout transformer autour de lui. Ce qui risque d'arriver au Carnaval, c'est de mourir d'avoir trop bien réussi.

Parce que le Carnaval de Québec, ça a été aussi autre chose. Il n'y a pas si longtemps encore, tout le monde faisait son monument. On décorait sa

rue; c'était une vraie fête. Une fête qu'on organisait et qu'on faisait.

Les plus beaux monuments restent encore ceux où les rues sont bloquées de Saint-Sacrement jusqu'au Quartier Latin; où on peut danser, chanter, lâcher son fou, sans avoir peur de se faire engueuler ou de se faire arrêter.

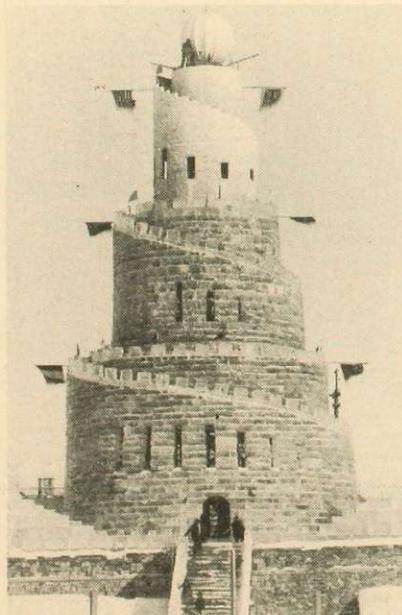
Maintenant c'est organisé, planifié. C'est programmé comme une soirée de télévision: courses de moto, d'autos, de "skidoos", couronnements, compétitions et "soirées populaires".

On a un programme pour vous. On vous demande de venir assister à des spectacles. Venez voir.

On voit, on gèle et on retourne chez soi.

1896-1974

Pour couper l'hiver, "pour rendre notre saison moins monotone," comme on peut le lire dans les documents de l'époque, on avait créé le Carnaval d'hiver en 1894. En 1955, lorsqu'on a relancé le Carnaval, c'était pour combler la période creuse que connaissaient les marchands et les hommes d'affaires. Des motifs différents! Des façons de faire et des résultats différents, comme ces deux photographies représentant le château de glace de 1896 et celui de 1974.

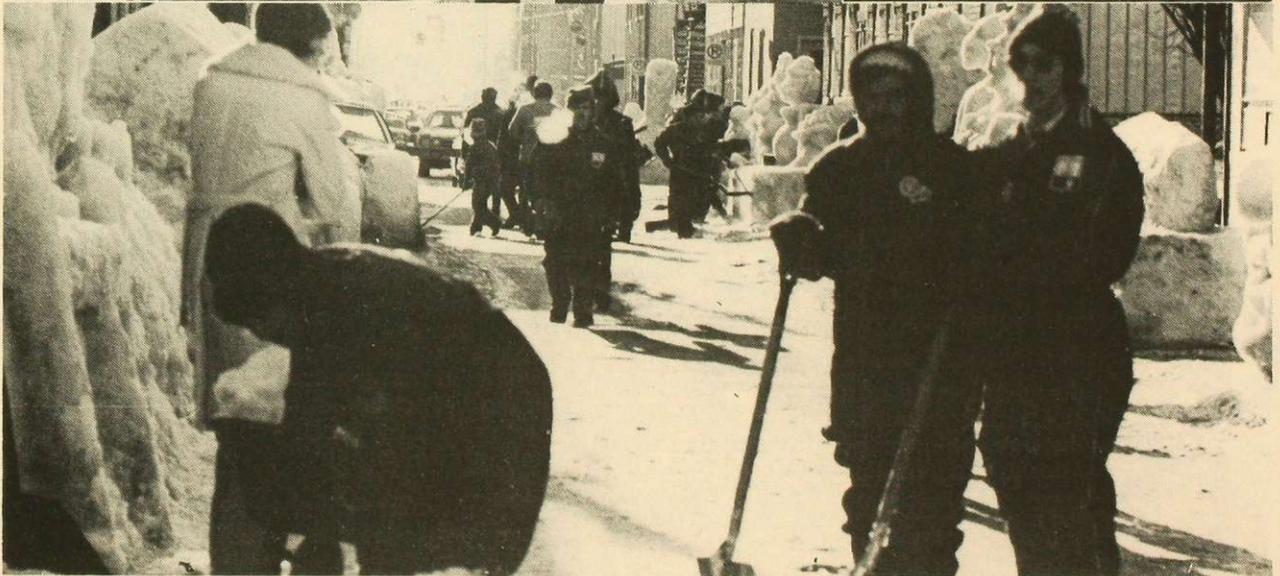
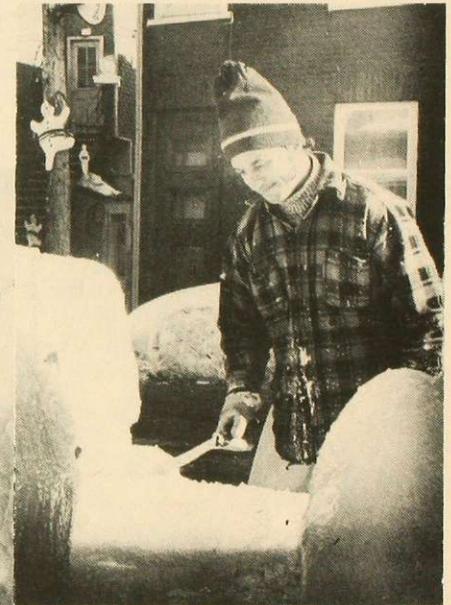




STE-THERESE

Le Dernier Bastion

Sur la rue Sainte Thérèse, ce sont encore les gens qui "font" leur Carnaval. Toute la rue se met "en frais" pour se décorer, s'illuminer. Même par un froid de - 15° degré, les "Bâtisseurs sont là... et le caribou aussi.



Les nouveaux maquignons

Le maquignon, c'était celui qui faisait le commerce des chevaux. C'était souvent aussi un personnage légendaire qui connaissait mille et une histoire, qui était un peu le colporteur des nouvelles de la région. En Abitibi, L'A.C.I.A.T., qui s'occupe de contrer l'achat de terres par les américains, a lancé un petit journal qui s'appelle le Trotteur du Maquignon. On s'y échange des recettes on parle de jardinage, de ce qui se passe dans la région.

“Un de nos buts, dit Roger Guy, c'est de revaloriser ce qu'on a. On nous a appris à avoir honte de ce qu'on était. On bâtit pas un pays seulement avec des plans de développement, mais aussi avec les rêves du monde. On voudrait que le monde soit fier de ce qu'on a souvent dénigré et qu'au fond d'eux-mêmes, ils aiment encore: leur terre, leur maison, leur musique, leur cuisine. On est un peuple de “Chef d'oeuvres”. On a inventé toutes sortes de machines et de techniques qui ont été oubliées ou délaissées, souvent à tort”.

Si vous avez des messages à faire parvenir au Trotteur c'est: L'A.C.I.A.T. Boîte postale 401, Rouyn, Québec.

Une recette de Caribou

A peu près tous les québécois ont une recette de Caribou. On vous propose quand même celle-ci pour varier un peu.

8 oz. d'alcool
32 oz. de vin rouge ou blanc (au goût)

- 1) Mettre l'alcool dans un contenant qui bouche bien.
- 2) Ajouter 2 oz. d'eau très chaude et 1 cuil. à thé de sucre granulé.
- 3) Bien agiter la bouteille et laisser reposer au moins 24 heures.
- 4) Soutirer 10 oz. du 40 oz. de vin rouge.
- 5) Verser dans le 30 oz. de vin rouge le 10 oz. d'alcool et faire reposer 24 heures.
- 6) Bien agiter et laisser reposer le plus longtemps possible. Ceci devrait vous aider à passer l'hiver sans trop geler.

Vous savez ça M. le Ministre?

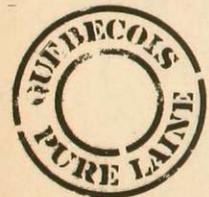
Au mois d'août dernier, les représentants des travailleurs de 17 conflits (dont certains pourissaient depuis deux ans) ont envahi le ministère du Travail à Montréal. On a tourné, lors de cet événement, un video qui vaut le coup d'être vu. VOUS SAVEZ ÇA, MONSIEUR LE MINISTRE?, c'est la prise de paroles du monde, écoeuré de manger de la misère et d'attendre que tout se décide “en haut”. C'est un vidéo qui devrait être présenté partout dans les usines, les shops et les autres “boîtes” pour qu'on en discute. Ça relance dans le public tout le débat sur les scabs et les injonctions. Une situation totalement aberrante dont les travailleurs ne sont pas encore sortis.

Si vous voulez en obtenir une copie vous pouvez écrire au VI-DEOGAPHE, 1604, rue Saint-Denis, Montréal ou téléphonez à 842-9786.

Asbestos, il y a 25 ans...

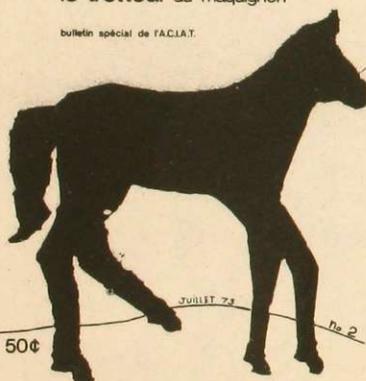


“Il n'y avait pas de fonds de secours, mais les autres syndicats dans la province envoyaient des camions de vivres, la plupart du temps surmontés d'un cochon non débité que tout le monde identifiait comme le symbole de l'establishment.” – Georges Dionne, ancien président du syndicat des mineurs d'Asbestos Corporation, cité dans “Au Coton”, page 20. La photo ci-dessus a été retrouvée au Conseil central de Trois-Rivières. LE TRAVAIL vous suggère de fouiller dans vos greniers, pour retrouver des documents inédits sur la résistance des travailleurs québécois.



le trotteur du maquignon

bulletin spécial de l'ACIAT.





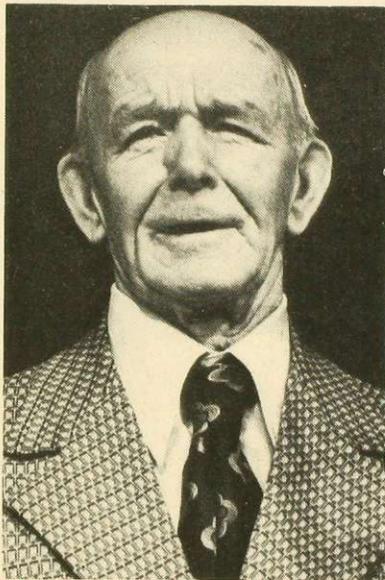
Antonio Bazinet, des Pays-d'en-Haut



FESTIVAL DE
MUSIQUE TRADITIONNELLE
DU QUÉBEC
21 et 22 Décembre 8 P.M.



Marie-Blanche Lavoie, de Charlevoix



Chanteur de St-Sévérin-de-Beauce

M. Bazinet, c'est le doyen de ceux qui ont joué ce soir-là. Cultivateur, bûcheron, chantre à l'église de Sainte Lucie, il est un des derniers représentants de la musique des pays d'"En Haut". Il habite maintenant à Saint-Jérôme. C'est, comme on disait autrefois, un beau "chanteux". Il a 79 ans.

C'était la première fois qu'il se produisait comme ça en public. Il a chanté, dansé, joué du violon. Plus le temps avançait, plus il rajeunissait. "J'ai ben aimé ça jouer à Montréal. Je pensais que ça me fatiguerait plus que ça; ça m'a pas fatigué pantoutte. "Moé, j'ai ben aimé ça, mais je me disais toujours quoi c'est qu'ils vont faire avec nous-autres." C'était la première fois qu'il jouait comme ça sur une scène pour un public venu l'entendre, les entendre. Un public composé de jeunes qui s'étaient déplacé durant la tempête pour venir écouter le "son" du Québec. "J'ai pour mon dire que c'est du monde qui ont pas connu ça dans le temps; C'est nouveau pour eux-autres ça."

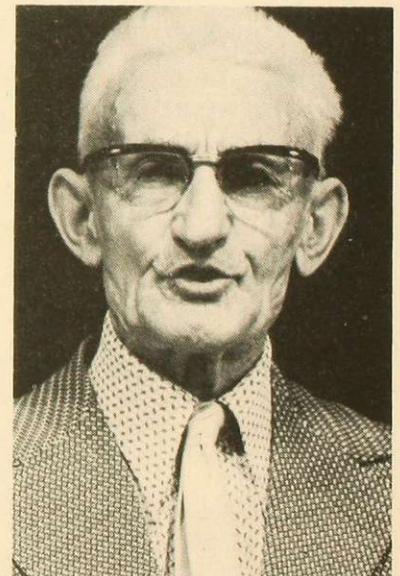


Cyrice Dufour, Gaspésie-Jonquière



Louis Boudreault, de Chicoutimi

On commence à se dire aussi qu'il ne faut pas que ça se perde. A peu près tous ces musiciens ont exprimé ce voeu un moment ou l'autre durant cette fin de semaine. Ils ont conscience qu'ils ne restent qu'eux à pouvoir jouer cette musique. Cette musique qu'ils aiment. Quand vous entendez Antonio Bazinet vous dire comment il aime la musique, on croirait entendre quelque grand chef d'orchestre ou quelque grand compositeur dont la vie aurait été consacrée à la musique.



Chanteur de St-Sévérin-de-Beauce

c'est comme ça que ça marche

L'accréditation d'un syndicat

Quand un groupe de travailleurs a décidé de se syndiquer et qu'une majorité des membres du groupe a signé une carte, il faut déposer au ministère du travail une requête en accréditation.

Le ministère demande une enquête et un enquêteur se présente pour vérifier si tout s'est passé dans les règles: fondation du syndicat, carte de membres, droits d'entrée payés, etc.

L'enquêteur s'adresse ensuite à la compagnie. Il lui demande la liste de paie de la compagnie à la date du dépôt de la requête en accréditation. Il vérifie ensuite

si les noms fournis par le syndicat correspondent à ceux inscrits sur la liste de la compagnie.

S'il n'y a pas d'anomalies et si le boss n'amène pas d'objections, le syndicat est accrédité et les négociations peuvent commencer.

Mais s'il y a désaccord, l'enquêteur remet le dossier au commissaire-enquêteur du ministère qui va fixer une audition.

C'est là que commencent les problèmes. Et c'est comme ça que ça se passe la plupart du temps.

PAVILLON ST-DOMINIQUE

"On a fondé notre syndicat en 1966. Mais on est rendu en 1974 et on a pas encore de convention collective. Les Soeurs ont tout fait pour pas qu'on ait notre accréditation. On a réussi à l'avoir mais ça ne nous a pas encore donné de convention.

Quand on a eu notre première accréditation, les Soeurs ont commencé à faire des pressions sur le monde pour qu'on démissionne du syndicat. Elles ont engagé les meilleurs avocats patronaux de Québec. Après trois ans, en 1969, on a perdu notre accréditation. On s'est repris et on en a obtenu une autre.

Là, on a recommencé à négocier. Mais les Soeurs voulaient rien savoir du syndicat. Ça nous a finalement mené à la grève qui a commencé le 19 mars 1972. Oui, ça fait deux ans qu'on est en grève.

C'est des scabs qui nous ont volé nos jobs. Les Soeurs ont obtenu une injonction qui nous défend à peu près tout. Y ont pas de misère à en avoir des injonctions.

Les patrons devraient être obligés par la loi de négocier de bonne foi. C'est pas drôle de faire du trottoir comme on fait pour obtenir justice.

Quand la grève a commencé, les femmes gagnaient presque toutes \$55 par semaine; quelques-unes gagnaient \$60. Moi, je gagnais \$125 mais je travaillais 75 heures pour ça. Pas de temps supplémentaire. Les femmes travaillaient de 7.30 heures à 12.45 heures et de 4.15 heures à 7 heures. Pas besoin de dire qu'elles étaient pas payées pour les 3 heures qu'elles passaient au Pavillon dans l'après-midi. Ça travaillait aussi le samedi matin.

On comprend pas encore comment ça se fait que des Soeurs font des choses de même. Nos malades, on les aimait. C'est pas parce qu'on aurait eu un syndicat qu'on se serait mis à les maltraiter. Mais les Soeurs ont monté les malades contre nous autres. Elles leur disaient que leur pension serait augmentée si les employés étaient syndiqués.

On a occupé l'archevêché pour que le cardinal

s'occupe de nous autres. Quand il a vu que les Soeurs voulaient pas accepter sa proposition, il est allé à Rome. On sait

pas encore ce que ça va donner. Mais on continue en se disant qu'un jour, ça va être notre tour".



c'est comme ça que ça marche

Pour rendre plus facile la fondation de syndicats, il faudrait absolument que des changements soient apportés au Code du travail pour raccourcir les délais et éviter que les boss se servent des procédures juridiques pour écoeurer les travailleurs.

Il faudrait aussi que les boss qui violent le Code du travail reçoivent des sanctions plus sévères. Ce ne sont pas les amendes ridicules actuelles qui les em-

pêchent d'intimider les travailleurs et de congédier les plus militants.

Enfin, quand un travailleur a signé une carte de membre d'un syndicat, le commissaire-enquêteur ne devrait pas tenir compte d'une démission qui pourrait arriver quelques jours plus tard. Ces démissions sont dans la très grande majorité des cas le résultat d'intimidation exercée par le boss.

SHELLCAST

“On était une trentaine à Shellcast. Des immigrants, surtout d'Amérique du Sud et de Haïti. Plusieurs faisaient des jobs de chien que des Québécois auraient refusé de faire pour le salaire que le propriétaire Bodo Morgenstern versait, environ \$2.00 l'heure.

Pas question de temps supplémentaire à Shellcast. Tu travaillais 80 heures, t'étais payé pour 80 heures. Morgenstern employait seu-

lement des immigrants parce qu'il savait qu'on pouvait pas parler trop fort. Il faisait du chantage avec nous. “On va te dénoncer à l'immigration si tu continues”. Quant t'arrives dans un pays, tu connais pas tellement les lois, tu sais pas quels droits tu as. Le boss en profite. Lui, il connaît les lois. Il sait aussi comment les contourner.

Au mois d'avril, on a décidé de former un syndicat. Le boss l'a

su. Y en fait venir dans son bureau. “C'est-y vrai que t'as signé pour le syndicat? Donne-moi le nom des autres, je vais te garder et t'augmenter”. C'a pas marché. Morgenstern en a congédié quatre. On a fait une plainte de congédiement pour activités syndicales. Le commissaire-enquêteur a décidé d'ordonner le retour au travail des congédiés. C'était le 27 novembre 73.

Mais le 18 novembre, le leader des travail-

leurs avait été congédié. Les gars avaient cessé de travailler durant deux heures. On demandait que le camarade soit repris, que les salaires soient uniformisés à \$3.50 l'heure.

Le 19 novembre, tout le monde a reçu une lettre. On était tous congédiés.

On a voulu avoir de l'assurance-chômage. La Commission nous a dit qu'on avait quitté notre emploi “volontairement”. On est allé en appel et le conseil arbitral vient de décider qu'on pouvait recevoir de l'assurance-chômage à partir du 1er janvier. On a rien eu pour les six semaines avant.

Au mois de décembre, on a appris que les Travailleurs unis du pétrole avaient retiré la demande d'accréditation pour notre syndicat. On le savait pas.

Là, c'est des scabs qui ont pris nos jobs. On essaie d'empêcher ça. C'est frustrant. Mais la seule façon de gagner, c'est de continuer la lutte. Faut qu'on gagne parce que ça sera plus possible de lutter”.



on est pas tout seuls

DU SANG SUR LES RAISINS. C'est le "slogan" des grévistes d'origine mexicaine (Chicanos) qui sont à Montréal pour organiser le boycottage des raisins et laitues de Californie. Qu'est-ce qu'ils sont venus faire à Montréal? Pourquoi des mexicains au Québec?

Parce qu'il y a 3 millions de travailleurs agricoles aux Etats-Unis qui ont une espérance de vie de 49 ans (20 ans de moins qu'au Québec). Parce que 800,000 de leurs enfants de moins de 16 ans travaillent dans les champs. Parce que le salaire annuel par famille (le père, la mère et les enfants) est de \$2,700.

Parce qu'en Californie, d'où

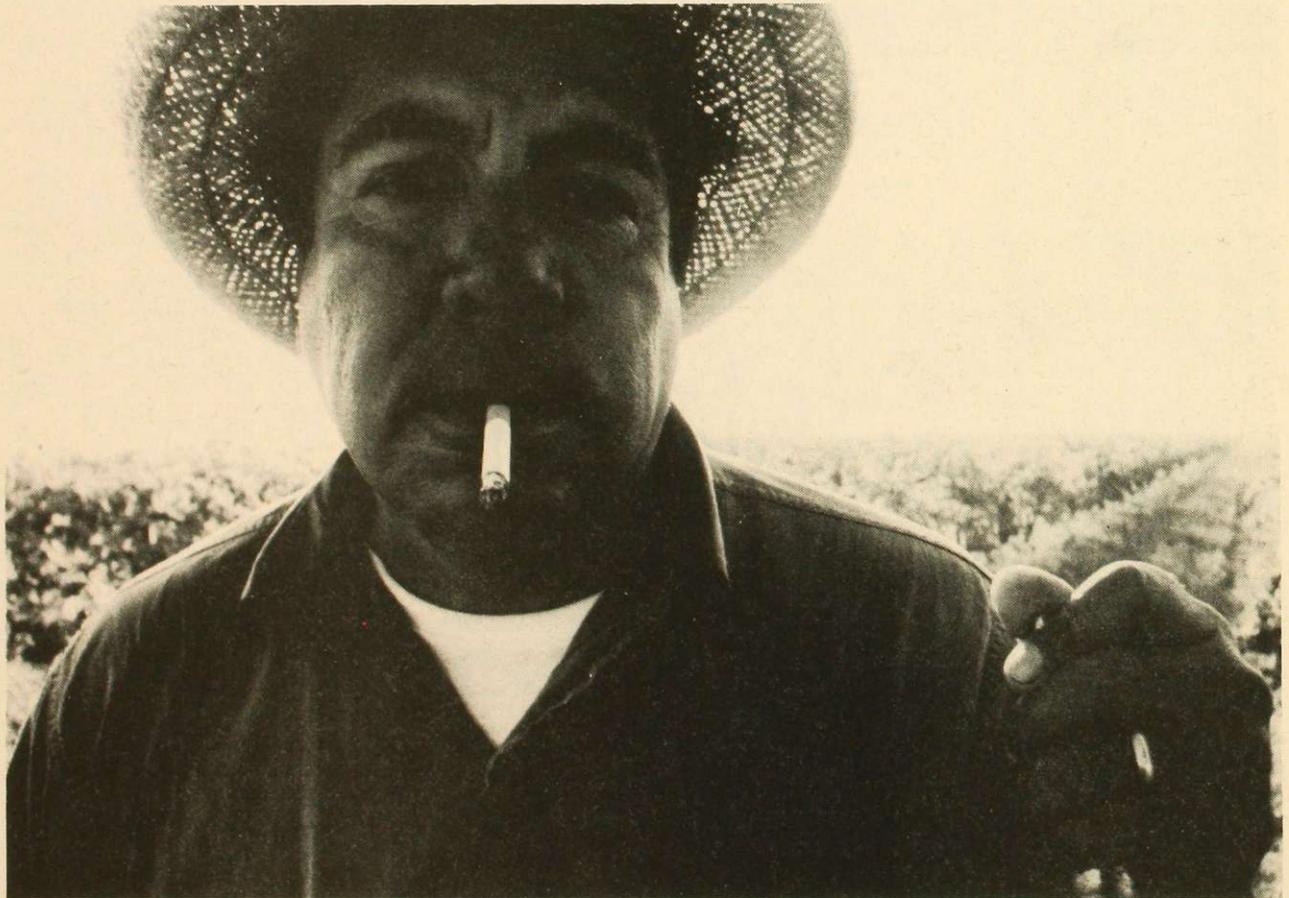
nous viennent 95% de notre laitue et de nos raisins, 200,000 travailleurs d'origine mexicaine sont en grève parce qu'ils vivent dans des conditions inhumaines. Parce que chaque année 800 de ces travailleurs (chiffres officiels) meurent à cause de l'utilisation des pesticides. Parce que la mortalité infantile chez les Chicanos est deux fois supérieure à la moyenne nationale. Parce que ces gens vivent dans des barques infectes, sans toilettes ni eau potable, ce qui entraîne de nombreux cas de typhoïde. Parce que plusieurs d'entre eux deviennent invalides à travailler le dos courbé.

Parce qu'aux Etats-Unis, il n'y a aucune législation qui protège

les travailleurs agricoles. C'est plutôt l'esclavage légalisé. Aucune sécurité d'emploi, aucune forme d'assurance-chômage, pas d'ancienneté, rien. Ce qui permet aux "labour contractors" (sous-contracteurs engagés par les producteurs) de choisir dans une main d'oeuvre abondante les ouvriers qui se louent pour le moins d'argent et qui fournissent le plus de travail. Ce qui permet aussi à ces mêmes sous-contracteurs de forcer les travailleurs à prendre des amphétamines pour qu'ils travaillent plus vite à des températures de 110 à 120° F.

Ce qui provoque automatiquement une discrimination envers les femmes et les hommes de 40-45 ans.

LES TRAVAILLEURS MEXICAINS ONT BESOIN DE NOUS



on est pas tout seuls

Parce qu'en 1973, les compagnies ont refusé en bloc de renouveler les contrats de travail malgré trois années de bénéfices sans précédents. En 1970, après 5 ans de luttes, de grèves, de boycottage, le Syndicat des Travailleurs Agricoles Unis (STAU) dirigé par César Chavez a forcé les producteurs californiens à négocier. Pour la première fois de l'histoire des Etats-Unis, 30,000 travailleurs agricoles réussissaient à négocier une première convention collective leur donnant les avantages suivants: interdiction des pesticides; interdiction du travail des enfants de moins de 16 ans; abolition du système des sous-contracteurs remplacé par une salle d'embauche syndicale; formation d'un comité de griefs; système d'ancienneté et horai-

res de travail fixe; assurance médicale; conditions sanitaires minimales, etc.

En 1973 le STAU comptait 85,000 membres en Californie et travaillait à l'organisation des ouvriers agricoles du Texas, de l'Arizona et de Floride. Prises de panique, les 200 plus grosses compagnies, dont Tenaco (subsidière de Safeway), Nestlé, Dow Chemicals (laitue), Purex, Butte Gas and Oil (les vins Guild), ont décidé de briser le syndicat.

Les compagnies ont refusé de négocier avec le STAU. Elles ont préféré signer une entente-maison avec un syndicat corrompu, la Conférence de l'Ouest des Teamsters, sans aucune consultation avec les ouvriers.

Dans les vignobles, 400 fiers-à-bras enrôlés par les Teamsters à \$67 par jour, des gardes privés et la police locale intimident et attaquent les grévistes à coup de pierre, de chaînes, de tuyaux métalliques, etc. Des centaines de grévistes sont hospitalisés et 5,000 d'entre eux sont emprisonnés. En août, deux grévistes sont assassinés. Nagi Daifullah, 24 ans, est tué par un policier du comté de Kern. Juan de la Cruz, 60 ans, est abattu par un scab d'une balle au coeur sur un piquet de grève aux vignobles Giumarra. Face à cette violence, les grévistes quittent les vignobles pour organiser le boycottage des raisins dans 200 villes à travers l'Amérique du Nord. C'est la seule arme qui leur reste, peut-être la plus efficace.



Montréal est le 5e plus gros marché de raisin de Californie en Amérique du Nord. De plus le Québec est l'un des plus gros acheteurs de laitues "iceberg".

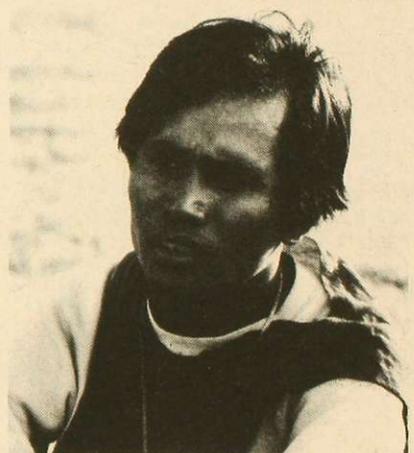
Pour les aider, les travailleurs mexicains demandent:

- o Un boycottage total du raisin.
- o Un boycottage de toutes les laitues en pomme. Les autres laitues peuvent être achetées: la boston, la romaine, la frisée, la laitue

en feuilles etc.

Si votre épicière vous affirme qu'il ne s'agit pas de raisin ou de laitue "scab", exigez qu'il vous montre l'étiquette syndicale (un aigle aztèque) sur les boîtes. C'est la seule façon de vérifier.

Jusqu'ici les grévistes ont reçu l'appui des trois centrales syndicales: de l'Union des Producteurs Agricoles; de l'Archevêché de Montréal, de l'Eglise Unie du Canada, de l'Eglise Anglicane de Montréal; des Comptoirs alimen-



taires et des magasins CO-OPRIX; des Commissions scolaires catholiques et protestantes de l'île de Montréal.

Les magasins DOMINION sont devenus les plus grands distributeurs au Canada de raisins et de laitues en pomme "scabs": \$450,000 de profits nets par année provenant de la vente de raisins de Californie. Les grévistes font appel aux travailleurs Québécois pour qu'ils magasinent dans des endroits qui respectent le boycottage.

Le foyer des Hauteurs à St-Jérôme: 18 employés (CSN) sont victimes d'un lock-out depuis 2 ans et 2 mois. Des scabs ont remplacé les employés.

Le Pavillon St-Dominique à Québec: 30 employés (CSN) en grève depuis bientôt 2 ans. Après 7 ans de lutte, d'injonctions, de congédiements, les employés n'ont pas encore réussi à signer leur première convention collective. Suite à l'occupation de l'archevêché, le Cardinal Roy doit tenter d'intervenir à Rome pour amener les Soeurs de l'institution à négocier. Il y a aussi des scabs.

Seven Up à Québec: 45 employés (FTQ) en grève depuis 18 mois. Emploi de scabs, d'une agence de sécurité et poursuites légales.

Magasin Pollack à Québec: 47 employés (FTQ) en grève depuis 17 mois. Injonction, outrage au tribunal, emploi de scabs.

Canadian Gypsum à Montréal: 83 employés (CSN) en grève depuis 11 mois: police, poursuites, reprise des négociations, production de plus en plus réduite à cause de la difficulté de la compagnie à trouver des scabs.

Canadian Gypsum à Joliette: 90 employés (CSN) en grève depuis 10 mois. Nouvelle injonction sans précédent pour protéger les scabs et poursuites de plus de 1.5 millions. Front commun, boycottage, possibilité de grève régionale pour faire plier la compagnie.

Abattoirs de Victoriaville: 100 employés (CSN) victimes d'un lock-out depuis 7 mois. Fermeture de la chaîne d'abattage par la coopérative fédérée.

Shellcast à Montréal: 40 employés, des immigrants pour la plupart, en grève depuis le 20 novembre. Ils veulent un vrai syndicat. Ils travaillent jusqu'à 60 heures, à des cadences inhumaines, sans hygiène. Police, intimidations, congédiements.

Great Lakes à Berthier: 200 employés (CSN) victimes d'un lock-out depuis 6 mois. Filiale de Québec Iron and Titanium (Kennecott). Problèmes d'hygiène industrielle incroyables. Voir la brochure de la CSN: Great Lakes, c'est sale, sale, sale.

Cofi Olivar Asselin à Montréal: 30 employés (CSN) en grève depuis le 21 janvier. La CECM refuse de traiter les enseignants de ces centres pour immigrants sur le même pied que les autres.

United Aircraft à Longueuil: 2600 employés (FTQ) en grève depuis le 7 janvier: sécurité syndicale, indexation et augmentations uniformes. Police, poursuites.

Employés Municipaux d'Alma: 105 employés (CSN), en grève depuis le 8 janvier.

Matelas Supreme à St-Narcisse: 95 employés (CSN) en grève depuis le 8 janvier. On veut l'abolition du plan boni, un autre horaire et plus d'hygiène.

Employés de Bureau de la Ville de Gatineau: 17 employés (CSN) en grève depuis le 23 janvier.

Meuble de Contrecoeur: 18 employés (CSN) en grève depuis le 23 janvier. Salaires et classification.

Dennison Manufacturing à Drummondville: 180 employés (CSN) en grève depuis le 4 février. Injonction réduisant les piqueteurs à deux. Lutte pour l'ancienneté et la sécurité syndicale qui avait pourtant été acquise en 68 par une grève de 9 semaines.

Fournier Steel à Black Lake: 50 employés (CSN) en grève depuis le 5 février.

Travailleurs Unis du Vêtement: 6000 employés (FTQ) en grève depuis le début de février. Salaires de famine. C'est une espèce de révolte.

Union Carbide à Chicoutimi: 55 employés (FTQ) en grève depuis le 30 janvier. Indexation du salaire.

Transformateurs Philips à St-Jérôme: 180 employés (FTQ) en grève depuis le 30 janvier. Indexation du salaire.

Canadian Safety Fuses (CIL) à Brownsburg: 140 employés en grève (FTQ) depuis le 4 février.

Hôtel de Gagnon sur la Côte Nord: les employés sont en grève.

Métropolitain Sud: 110 chauffeurs (CSN) en grève depuis le 8 février.

Règlements remarquables: Radio-Québec, Provigo (première solution du cas des temps partiel), Firestone (une convention québécoise malgré le pattern de cette compagnie multinationale, déjà accepté par l'Union internationale).

Abonnement pour

QUÉBEC-PRESSE

Service du tirage
9670, Ave Péroquin
Montréal

1 an: \$15.00
6 mois: \$7.50
4 mois: \$5.00

Nom

Adresse

Téléphone

1974

memo

1974

February-Février

S	M	T	W	T	F	S
D	L	M	M	J	V	S

					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28		

March-Mars

S	M	T	W	T	F	S
D	L	M	M	J	V	S

					1	2
3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16
17	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

LE CONGRÈS DE LA CSN S'EN VIENT du 23 au 29 juin

Polynale Edouard Montpetit, 1200 rue Boyce, Montréal

le projet de rapport moral du président sera envoyé aux syndicats en mars ainsi que le budget : l'exécutif ira en discuter dans les régions en avril et mai

LE CONSEIL CONFÉDÉRAL DE LA CSN 19-22 mars, à Québec

le 22 au soir et le 23, les instances correspondantes des 4 centrales (CSN-FTQ-CEQ-UPA) siègeront ensemble: coût de la vie, bill 89, loi anti-seab, etc

FRONT COMMUN

le bilan du Front commun 71-72 sera prêt le 15 mars = le prochain se prépare

CHILI / FONDS DE SECOURS

le comité de solidarité Québec-Chili (créé par les 3 centrales et les groupes Populaires) nous demande de souscrire à un fonds de secours pour le peuple chilien. 20.000 exécutés, 50.000 emprisonnés, et torturés, élections suspendues, syndicats interdits, partis politiques abolis, hausse du coût de la vie de 400%.

chèques à :

COMITÉ DE SOLIDARITÉ
QUÉBEC/CHILI
FONDS DE SECOURS
C.P. 672
OUTREMONT H2V 4N6

GARAGE COOPÉRATIF DE LONGUEUIL

2245, Chemin Chamblay, 679-6369

tous les services de garage à bon prix, location d'espace + d'outils
pour réparer soi-même, cours de mécanique

VIENT DE PARAÎTRE

- L'Almanach des travailleurs de la région de Québec
l'action des travailleurs et les services qui leur sont disponibles dans la région de Québec et les 5 sous-régions: Charlevoix, Portneuf, Lévis, Beauce, Rivière-Sud.
- Au conseil central de Québec

Enschure sur la scène de Great Lakes à Portneuf -
 au 1001 St-Denis, Titre: GREAT LAKES C'EST SALE, SALE, SALE



Mon nom, c'est Laurent.

J'ai dessiné cette histoire-là. J'ai raconté l'histoire à mon père. C'est lui qui a écrit les mots parce que moi j'ai seulement 5 ans. Tous les enfants, envoyez-moi vos bandes dessinées et on va les montrer dans le journal. Envoyez-les à:

Laurent
Le Travail
1001, St-Denis
Montréal, P.Q.

